

BULLETIN | 6

LE RÊVE DE
DEVENIR PROPRIÉTAIRE



SERVICE PME:
LA SUISSE
FACE À
L'EUROLAND

PERSPECTIVES 1999

OÙ VA L'ÉCONOMIE
MONDIALE?





UN PETIT PORTE-BONHEUR PERSONNALISE CE POSTE
DE TRAVAIL ET LE REND UNIQUE. MARKETING SERVICES,
CREDIT SUISSE, 13 H 42.

BIENVENUE DANS LE
NOUVEAU BULLETIN,
POUR EN SAVOIR
PLUS SUR L'HABITAT.



SOMMAIRE

FOCUS

- 4 COMMENT HABITENT LES SUISSSES | Cinq exemples
- 16 UN PAYS DE LOCATAIRES | A la recherche du pourquoi
- 19 MARCHÉ IMMOBILIER | Un climat favorable à l'achat
- 21 À CHACUN SON RÊVE | Nouveaux produits hypothécaires
- 23 HOMME ET ANIMAL | Une analogie des formes d'habitat

NEWS

- 26 DE L'OR SUR INTERNET | Le CREDIT SUISSE à l'honneur
- À LA CHASSE AUX OCCASIONS | Nouvelle offre leasing
- UNE JOURNÉE NOIRE | Réactions au BULLETIN 5
- UN TOIT POUR DEUX | Sites communs
- 27 STADE DE GENÈVE | La balle dans le camp des Genevois

ECONOMIC RESEARCH

- 28 1999 | Alois Bischofberger se penche sur l'avenir
- 32 ÇA CHAUFFE POUR LE BRUT | L'or noir moins cher
- 34 LIRE DANS LE MARC DE CAFÉ | Le marché du pétrole
- 35 NOS PRÉVISIONS CONJONCTURELLES
- 36 PAS À PAS | Les coûts salariaux unitaires baissent de nouveau
- 38 LE FIL À PLOMB VACILLE | Etude sur l'industrie du bâtiment
- 41 NOS PRÉVISIONS POUR LES MARCHÉS FINANCIERS

FORUM

- 42 ATOUT VERT | La rentabilité du management environnemental
- 46 À L'OUEST BIEN DU NOUVEAU | B. Kappeler sur la Romandie

SERVICE

- 48 EURO ET PME | L'entrepreneur intelligent s'est préparé
- 52 DES PÉPITES SUR LE NET | Sites Internet pour investisseurs

MAGAZINE

- 54 SPORT, JAZZ, MODE | Avec le chef du sponsoring, Urs Wyss
- 56 LE CHEVAL DANS TOUS SES ÉTATS | Sports équestres
- 57 AGENDA

CARTE BLANCHE

- 58 LE CAPITAL HUMAIN | Gerhard Gastpar

HABI



PAR ANDREAS THOMANN
BETTINA JUNKER ET
CHRISTIAN PFISTER,
RÉDACTION BULLETIN



TAT

SI NOUS AVONS TOUS BESOIN D'UN TOIT, CELUI-CI EST DIFFÉRENT POUR CHACUN. LE BULLETIN VOUS PRÉSENTE CINQ FORMES D'HABITAT EXTRÊMEMENT DIFFÉRENTES.

Dis-moi comment tu habites et je te dirai qui tu es. L'adage paraît excessif. Pourtant, que cherchons-nous, sinon une demeure qui nous convienne et s'harmonise – autant que faire se peut – avec notre perception d'un logement agréable ? Parfois, c'est aussi notre façon de vivre qui détermine la manière dont nous nous logeons. Quoi qu'il en soit, notre intérieur nous marque de son empreinte et révèle notre moi profond bien plus que nous ne l'imaginons.

Le BULLETIN est allé à la recherche de formes d'habitat sortant de l'ordinaire. Cinq personnes ont accepté de nous ouvrir leur porte et de laisser notre regard fouiller leur intimité. En nous dévoilant

un monde auquel peu d'étrangers ont habituellement accès, elles nous ont raconté pourquoi elles se sont décidées pour une certaine manière de se loger, sans toutefois nous dissimuler le revers de la médaille.

Tout d'abord Michael Arn, un jeune architecte qui a réalisé la maison de ses rêves, en construisant une sorte de caisse noire transgressant toutes les règles conventionnelles. Sœur Nicola nous explique, de son cloître saint-gallois de Sainte-Scholastique, comment se déroule la vie derrière les murs d'un couvent, tantôt avec quinze condisciples et tantôt dans la solitude d'une cellule. Le paysan de montagne Rudolf Giger a fait un autre choix : il

vit avec sa femme au-dessus de la vallée de Vals et savoure un isolement devenu rare dans un monde toujours plus peuplé. Aller au prochain village lui prend une demi-heure en voiture. Pour sa part, Hervé Theus n'a aucune difficulté à rencontrer ses voisins – il en a près de 8500 à portée de main. Lui et sa famille habitent le plus long immeuble de Suisse – qui serpente sur un kilomètre dans la cité satellite du Lignon, près de Genève. Ce n'est pas la tasse de thé de Maria Mehr, une Tzigane qui vit toute l'année dans une roulotte. Malgré un espace restreint et la difficulté à trouver une place pour son bercail roulant, elle ne voudrait en changer pour rien au monde.

«NOTRE MAISON EST COMME UN TRÉSOR ABANDONNÉ»

Et tout d'un coup elle apparaît. Au milieu d'une poignée de sages maisonnettes et d'une étable hors d'usage, entourée de prairies à vaches près de Münchenbuchsee : une caisse en bois surdimensionnée, un peu abîmée. Comme si on l'avait abandonnée là par hasard. Plus d'un passant se gratte sans doute la tête en la voyant et se demande à quoi peut bien servir cette chose-là.

La caisse noire est en fait la maison de l'architecte Michael Arn et de son épouse. Ils font partie des rares privilégiés à avoir pu façonner de A à Z, selon leurs propres idées, l'environnement dans lequel ils vivent – et cela à un très jeune âge. Le petit brin de terre situé dans la commune bernoise appartient à la famille, et les voisins sont tous des parents. La simple construction en bois qui s'étire là, apparemment sans fenêtres, est le résultat de six années de travaux. Revêtue de panneaux de contreplaqué peints en noir, et bâtie sur pilotis, elle semble planer au-dessus du terrain.

« Cette maison m'a donné la chance de pouvoir au moins une fois, en tant qu'architecte, faire exactement ce que je voulais », explique Michael Arn, tout juste âgé de 35 ans. « Il s'agit d'une expérimentation de maison d'habitation par laquelle je veux montrer ce que peut être l'architecture quand on sort des sentiers battus. » Bien sûr, la mentalité d'un tel village est tout sauf d'avant-garde, et les opinions sur sa maison ont été fort contrastées : « Les uns aiment, les autres trouvent que c'est horrible ! »

Comme dans l'arche de Noé, une étroite passerelle mène à la porte d'entrée. Michael Arn y précède ses invités. Quand on le voit là, devant sa porte, tout de noir vêtu, on se rend compte que l'artiste et son œuvre font corps. « La maison est comme un trésor bosselé par les mers et

abandonné sur une rive quelconque. Banal d'aspect, mais plein de belles choses », affirme le maître de céans. Les nouveaux venus, emplis d'étonnement, pénètrent dans un espace haut de deux étages et baigné de lumière, dont la sobre immensité les subjuguera littéralement. Michael Arn montre la magnifique vue sur des champs idylliques que dévoile la façade nord, entièrement vitrée, et remarque : « Là, en bas, vous devez vous imaginer la mer, plus loin les falaises. Cette maison est en réalité au bord de l'Atlantique. »

La métaphore du navire semble évidente : les pilotis qui donnent l'impression que la maison « vogue », la passerelle pour entrer, la façade noire, qui rappelle la quille d'un bateau, enduite de goudron. Et la construction elle-même ressemble à un container maritime. « J'ai conçu le volume en fonction des proportions et je me suis limité à l'essentiel. » L'austérité spartiate de l'intérieur et le recours à des matériaux bruts ont un effet saisissant. Les plaques murales ont été boulonnées, puis laissées en l'état ; le sol en ciment est resté sans revêtement. Ce n'est pas du goût de tout un chacun. Ce style hall-de-fabrique n'est-il pas un peu froid ? « Les gens qui viennent nous voir sont de prime abord irrités, voire choqués du dénuement apparent de notre intérieur. Mais quand ils repartent après une soirée sympathique, ils nous disent : « On se sent bien chez vous ! »

Effectivement, l'ambiance est agréable. Tout au fond, le séjour avec bibliothèque, long fauteuil design et grands coussins à même le sol. Puis l'espace cuisine, qui rappelle l'époque où le fourneau était l'endroit le plus chaud et donc le cœur de la maison. Et la table de la salle à manger, massive, accueillante. Ce n'est pas pour rien que cet espace portait l'intitulé « salle des chevaliers » sur les plans. La table

aurait eu sa place dans un château moyenâgeux, les petits poêles en fonte évoquent l'âtre ; il ne manque que les têtes de sanglier empaillées au-dessus de la cheminée. Ici il fait bon vivre.

L'immense salle offre des possibilités d'aménagement illimitées ; les rares fenêtres sont disposées de telle sorte à donner à la façade une structure intéressante. « Assurément, la nuit nous sommes exposés comme sur une scène de théâtre », plaisante Michael Arn. Mais cela n'est pas grave, puisque la maison d'à côté est occupée par sa sœur, et au nord il n'y a qu'un champ. Mais que signifie ce quadrillage de perches de l'autre côté ? « Il est prévu de construire plusieurs immeubles locatifs. Quand cela sera fait, il est possible que notre fenêtre soit considérée comme une provocation par les habitants. Pas de panique, cependant : les tringles à rideaux sont déjà montées. »

Aujourd'hui, deux ans après la construction de sa maison, Michael Arn est toujours convaincu du concept adopté. « La maison est harmonieuse. » Il y a certes des détails qui ne sont pas au point. Par exemple, la hotte aspirante de la cuisine n'est pas pratique parce que sa capacité est limitée à une plaque à la fois. Mais si elle était plus grande, l'esthétisme ne serait pas respecté.

Le plus beau compliment vient de Michael Arn lui-même pour sa maison : « A vrai dire, je ne peux plus m'imaginer vivre ailleurs. J'ai même eu du mal à partir en vacances ! »

BETTINA JUNKER



L'ARCHITECTE MICHAEL
ARN DANS LA SALLE DES
CHEVALIERS DE LA MAISON
QU'IL A CONÇU DE A À Z
AVEC SA FEMME : « NOUS,
ON AIME – D'AUTRES
TROUVENT QUE C'EST
HORRIBLE. »



«ON SE DÉTACHE ICI DE BIEN DES CHOSES INUTILES»

La porte se referme avec un déclic. Soudain, le silence. On a traversé la cour d'un pas traînant, en contemplant le colombage du cloître. Pendant que nos jambes nous menaient du portail à la petite porte, nos yeux cherchaient, du tertre, le lac de Constance par-delà Rorschach. On est prêt à tout, sauf à ce silence.

Sœur Nicola jette un coup d'œil à travers le guichet de la porte du cloître des capucines à Tübach (SG). Elle montre le chemin menant à la salle des visites où hôtes et religieuses sont assis face à face, séparés par une sorte de comptoir. La religieuse abolit la distance d'un éclat de rire. Elle dira plus tard : «Le silence nous rend attentives pour écouter l'appel de Dieu, et vigilantes pour sa venue sans cesse renouvelée.»

Son premier geste est d'allumer la bougie posée sur la table. La flamme se reflète bientôt dans ses yeux. Ses mains et les traits de son visage révèlent une grâce que dissimule son habit brun de religieuse.

Sœur Nicola vit à Tübach depuis treize ans. Elle n'a quitté qu'une seule fois les murs du cloître pour aller quelques jours à l'hôpital. Sinon, elle passe sa vie sur ces quelques hectares. On appelle clôture cette forme d'isolement. Ni radio, ni télévision. Pour s'informer de ce qui tient le monde en haleine, les sœurs lisent tout au plus le St. Galler Tagblatt. «Pourquoi des informations? Il ne se passe finalement rien de nouveau sous le soleil», dit la religieuse.

La vie à l'extérieur ne lui manque pas. «Au cloître, on se détache de bien des choses inutiles qui préoccupent les gens dans la vie normale.» D'autres se sentiraient en prison ici. Mais pour elle, l'exiguïté signifie liberté et concentration sur l'essentiel. Car il faut que quelqu'un soit là quand le Seigneur arrive. Les religieuses assurent le lien entre le ciel et la terre. Un engagement.

«Lorsque j'ai reçu l'appel de Dieu, je menais une vie professionnelle bien rem-

plie, j'avais une place formidable qui m'offrait des perspectives de carrière en tant qu'infirmière à Wädenswil, au bord du lac de Zurich», dit Sœur Nicola, aujourd'hui âgée de 53 ans. C'est une carte postale montrant un cloître qui a été décisive, une carte comme tant d'autres reçues auparavant. «Tout à coup quelque chose m'a touchée, je l'ai nettement senti», se souvient-elle. Elle a fait des recherches... qui l'ont conduite à Tübach. D'abord en visiteuse pour tâter le terrain, puis comme novice pour un temps d'essai. Cette forme de vie et la communauté des capucines lui ont plu; elle a renoncé à sa vie à l'extérieur et abandonné ce qu'elle possédait. «Personne ne peut décider du jour au lendemain de vivre dans un cloître. Entrer dans les ordres pour fuir le monde, cela ne durerait jamais.» Pour Sœur Nicola, c'est une vocation. «Vivre dans les ordres n'est pas quelque chose que l'on peut s'offrir. Dieu nous choisit.»



UN LIT ENTRE CIEL ET TERRE –
SŒUR NICOLA DANS SA
CELLULE DU CLOÎTRE DE
TÜBACH.

A Tübach, travail et prière marquent le quotidien. L'architecture se plie à ce rythme, chaque pièce remplissant une fonction. Cloître, blanchisserie, salles de prière, de confection des hosties, de confession et de tissage – des lieux reliés entre eux par de longs corridors immaculés que viennent embellir des bahuts parfois séculaires et des œuvres d'art chrétien accrochées aux murs. A cinq heures et demie, réveil, moment des laudes, premières prières de la journée. Les religieuses se rencontrent six fois par jour pour prier et chanter ensemble dans l'aile de l'église du couvent. Elles glissent aussi dans leurs prières demandes et soucis que des croyants leur transmettent par téléphone ou par lettre. Quelqu'un dont l'enfant s'est fourvoyé dans la drogue, ou un homme en détresse dont la femme est gravement atteinte d'un cancer.

Quinze religieuses, âgées de 40 à 88 ans, vivent encore à Tübach. Elles ne sont pas assez nombreuses pour s'adonner

continuellement à l'adoration ; pourtant, elles ne dorment toutes que quelques heures, sinon il y a toujours quelqu'un qui prie dans l'église. « Notre pauvreté, c'est de ne plus trouver de relève », dit la sœur. Le rythme de la prière vient d'une tradition séculaire. Il redonne sans cesse au corps du temps pour se reposer. « Je puise de nouvelles forces auprès de Dieu. »

La ferme et l'immense jardin du cloître donnent du travail aux sœurs, les approvisionnant en tout ce dont elles ont besoin pour vivre. A côté des légumes et des salades, les dernières fleurs de l'année résistent à l'hiver. Sœur Nicola veille à ce qu'il ne manque jamais de plantes ni de bougies dans l'église. Elle aime ce qui est beau. Lorsqu'elle était encore novice, elle fit son royaume du grenier alors abandonné. Elle y découvrit des trésors, comme des vases en étain et des armoires anciennes en bois ; délivrant ces objets de leur sommeil, elle se mit à embellir l'intérieur du cloître.

Les religieuses vivent en étroite communauté, où il reste peu de place pour ce qui est personnel. Chaque sœur a pourtant sa propre chambre. Les cellules de Tübach sont accueillantes et donnent sur un paysage superbe. Le bois clair du modeste mobilier domine, peu d'objets personnels venant briser l'uniformité. Normalement les sœurs ne vont pas les unes chez les autres, par respect du refuge. Parfois, la coupe est pleine. « J'ai besoin d'un endroit à moi. Il y a des moments où je dois me laisser aller et pleurer », révèle Sœur Nicola. « Que ce soit de joie ou de douleur, on ne veut pas le montrer aux autres. » Elle parle d'expériences vécues où Dieu était si proche que cela en était presque insoutenable, ou de crises. « Tout cela contribue à fortifier sa propre vocation. Traverser les épreuves en fait partie. »

CHRISTIAN PFISTER



«DANS LES MONTAGNES, ON S'ENDURCIT»

«Le mieux serait de venir en 4 × 4 – ou alors, bon courage !», nous avait dit Rudolf Giger au téléphone en nous expliquant comment atteindre sa ferme. Mais nous n'avions pas de 4 × 4. Quant au courage, il a fondu comme neige au soleil au vu de la pente raide qui nous attendait à la sortie de Lunschana, un hameau de la vallée de Vals dans les Grisons. Un chemin raide, étroit et long de trois kilomètres. Pas de route goudronnée, pas de glissières de sécurité, du béton cannelé uniquement dans les virages. Heureusement, quelqu'un du coin, aux nerfs d'acier, nous sort d'embarras et nous fait monter dans son véhicule: c'est l'architecte qui supervise là-haut la reconstruction d'une étable. Lentement, la voiture serpente vers le sommet. Les roues mordent sur le bord de la route, à chaque fois plus près du précipice, faisant crisser les gravillons.

Un quart d'heure et quelques frissons plus tard, nous arrivons au but. Une demi-douzaine de maisons et une chapelle se dressent devant nous. Le hameau s'appelle «Mont» et fait partie de la commune de Tersnaus. Les jambes en coton, nous sortons de la voiture. Nous pouvons alors jouir du spectacle qui s'offre à nous: tout

en bas les forêts aux couleurs d'automne, nichées au creux de la vallée de Vals, en haut les sommets saupoudrés de neige toute fraîche. Naguère, à Mont, cinq familles de paysans arrivaient à vivre. Aujourd'hui, il n'y en a plus qu'une. Dans l'autre maison habitée toute l'année vit le garde forestier avec sa femme et ses quatre enfants. Les Giger eux-mêmes n'ont pas d'enfants. Le père de Rudolf Giger habite avec eux à la ferme. Les autres fermes servent de logements de vacances.

On s'affaire beaucoup aujourd'hui à Mont: Rudolf Giger s'entretient avec les ouvriers chargés de remettre l'étable en état avant l'hiver. Sur ses 17 hectares de terre – dont dix sous contrat de métayage –, pas un seul mètre carré n'est vraiment plat. «La culture de plein champ est exclue.» Il ne reste que le bétail. Son troupeau compte en moyenne 30 chèvres, 20 moutons, cinq vaches et quatre veaux. Un tiers des terres est morcelé, les Giger les travaillent à la faux, et le reste avec la motofaucheuse – un travail d'homme: «Il faut être fort et faire très attention. Un faux pas et la machine s'en va toute seule». Rudolf Giger nous montre les souliers ferrés qu'il porte pour faucher. «Dans la vallée, ils font les foin en deux semaines, ici il nous faut trois mois.»

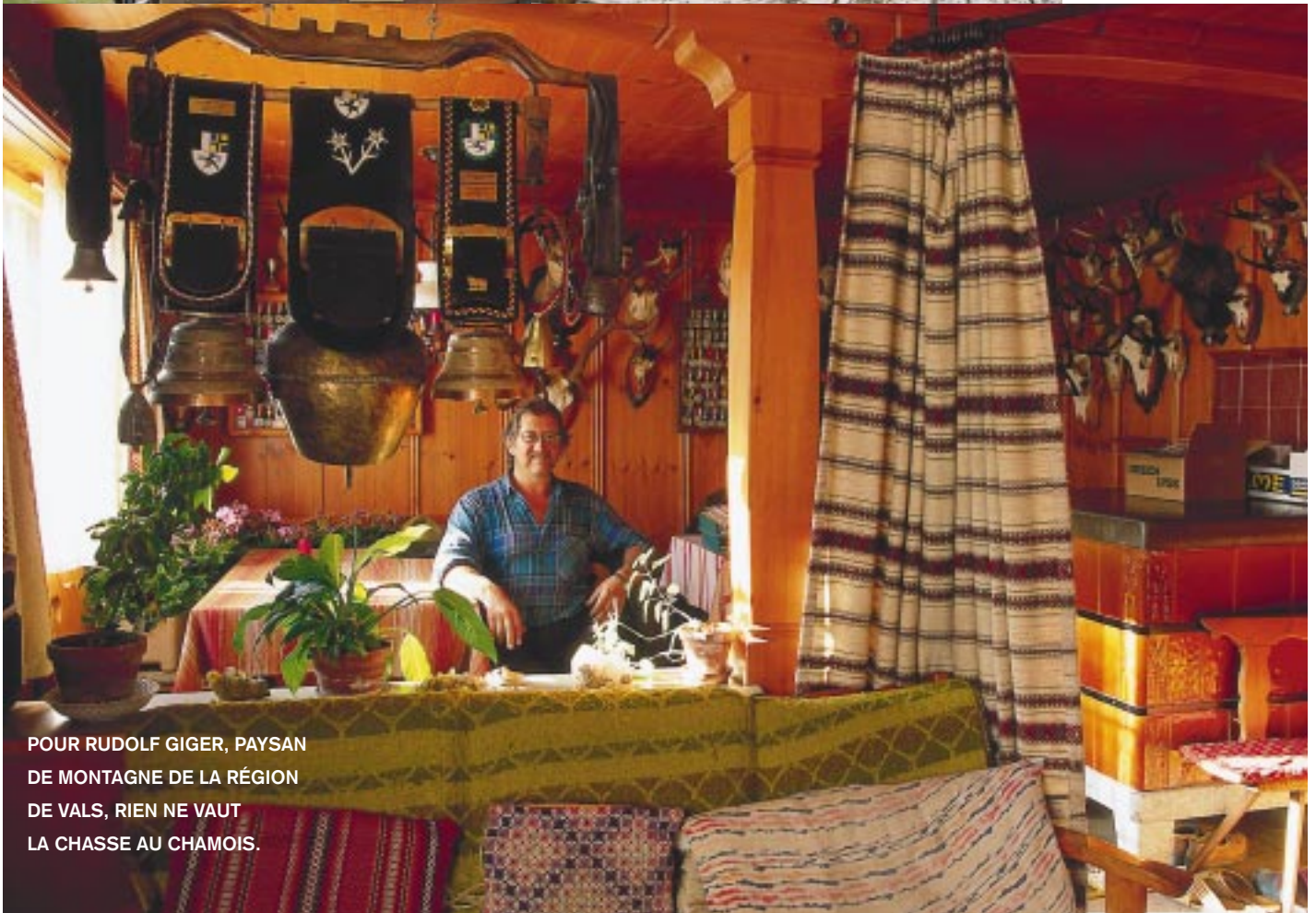
Le «Jägerstübli» présente un bric-à-brac d'objets en tout genre: animaux empaillés, vieilles illustrations du village, plantes, cloches, armes, et une collection impressionnante de bois de cerfs et de chamois. C'est ici que les randonneurs épuisés peuvent boire un café ou un Rivella, et c'est ici aussi que Rudolf Giger passe ses rares moments libres. Les paysans de montagne sont presque toute la journée dehors sur l'alpe. De brèves

conversations, de temps à autre une demi-heure de télévision, un coup de fil. Voilà pour les loisirs. Les seuls contacts sociaux, ce sont les voisins, les vacanciers. En général, la famille descend tous les quinze jours dans la vallée pour faire les courses à Vals ou à Ilanz.

Et l'hiver? En cette saison, il n'est pas toujours facile d'arriver en bas. «Quand le soleil brille toute la journée, la neige fond et l'eau ruisselle vers la vallée. Il suffit qu'il gèle pendant la nuit, et la route se transforme en piste de bob.» Mais les montagnards ne sont vraiment coupés du monde que quelques jours par an au plus, après de fortes chutes de neige. C'est mieux qu'avant. «Quand j'étais enfant, je descendais toujours à pied à l'école avec mes deux frères. Une heure pour y aller, et parfois plus de deux heures pour revenir, surtout en hiver.» Quand ils sont devenus plus grands, ils descendaient quelquefois à ski dans la vallée, dans la neige profonde, à travers la forêt et par-dessus les rochers. «On a toujours été des gars un peu durs.»

La solitude n'est pas un problème pour lui, nous dit Rudolf Giger. Mais pour sa femme, un peu: elle ne vient pas d'un bled paumé. Lui est né ici. «Dans les montagnes, avec le temps, on s'endurcit», dit-il en riant. Mais endurci ne veut pas dire borné: au cours des deux dernières années, il a accueilli chez lui des paysans nord-coréens dans le cadre d'un projet de développement, à chaque fois pour trois mois. «Ils se sont bien plu ici. Sauf pour la nourriture: ils avaient du mal à s'adapter.» Sa femme se trouve justement en Corée du Nord où elle assure une formation à l'élevage des chèvres. Rudolf Giger aurait pu y aller lui aussi, mais «pour rien au monde ils ne m'auraient fait entrer dans l'avion!» Il n'a jamais éprouvé le besoin de voyager loin. La mer, il ne la connaît que par ouï-dire. Il est montagnard et préfère aller là-haut dans son abri de chasse, où il n'y a ni radio ni télévision ni téléphone. «Et quand j'arrive à avoir au bout du fusil un vieux chamois rusé comme pas deux, alors là je suis dans mon élément.»

ANDREAS THOMANN



POUR RUDOLF GIGER, PAYSAN
DE MONTAGNE DE LA RÉGION
DE VALS, RIEN NE VAUT
LA CHASSE AU CHAMOIS.



LA FAMILLE THEUS, AVENUE DU LIGNON 18, 9^E ÉTAGE, VERNIER/ GENÈVE: «BEAUCOUP DE GENS SE FONT UNE IDÉE FAUSSE DE LA VIE DANS LA CITÉ. LE LIGNON EST COMME UN VILLAGE.»

«J'AI D'ABORD PENSÉ À UNE CAGE À LAPINS»

Plus d'un kilomètre de long, seize étages en moyenne – un immense complexe d'acier et de verre, entrecoupé de stores multicolores serpente entre deux tours qui le dominant à ses extrémités. Le Lignon, sur la commune de Vernier, une banlieue de Genève, abrite 8500 habitants. Une vraie petite ville avec supermarché, succursale bancaire, école primaire, salle des fêtes et deux églises.

Hervé Theus, 29 ans, est un enfant du Lignon. C'est ici qu'il a grandi, qu'il a été à l'école primaire, qu'il a fait sa confirmation, ici aussi qu'il a trouvé un emploi, au Cash Service de la succursale bancaire. Il y a trois ans, il a emménagé dans un quatre pièces avec sa femme, Renate; un an plus tard naissait Sabrina, qui représente la troisième génération du Lignon. Les parents de Hervé Theus se sont installés au Lignon voilà trente ans. C'était alors le boom économique des années 60, et les nouvelles villes satellites poussaient comme des champignons tout autour de Genève. «A l'époque, mes parents étaient convaincus qu'ils ne resteraient là que quelques années.» Ils y sont encore, tout comme le jeune frère de Hervé.

Avenue du Lignon 18, neuvième étage. A droite se trouvent trois pièces à peu près de même surface: la chambre des parents, la chambre d'enfants et le bureau; à gauche, le séjour, avec le coin salon et un grand meuble mural doté d'étagères pleines de photos de famille, et de vitrines où sont exposés des verres et autres vases. C'est également dans ce meuble que sont encastrés le téléviseur et la chaîne hi-fi. Sur les étagères du haut trônent des poupées de toutes tailles. Indifférente à tous ces objets, la petite Sabrina joue par terre. De l'autre côté du séjour, le coin repas est prolongé par la cuisine. Une baie vitrée donne sur le balcon.

Renate Theus a d'abord dû se faire à l'idée d'habiter Le Lignon. Elle a grandi à l'autre bout de la Suisse, à Kreuzlingen, dans une maison logeant deux familles et

pourvue d'un jardin. «Comme beaucoup d'autres, j'ai moi aussi pensé à une cage à lapins en voyant le bâtiment.» Mais cette impression n'a pas duré. Et Le Lignon, selon elle, vaut beaucoup mieux que sa réputation: «On y est au vert. Les enfants peuvent jouer dehors sans crainte. On peut vite faire ses courses au coin. Et le centre-ville n'est qu'à un quart d'heure en bus.» Monsieur et Madame Theus dissipent l'un après l'autre tous les préjugés habituels vis-à-vis de l'habitat dans de tels blocs locatifs. Non, ils ne sont pas dérangés par le bruit des voisins, non, personne ne suit leurs faits et gestes. Hervé Theus regarde par la fenêtre: «Ou alors il faudrait des jumelles.» En effet, la tour la plus proche semble bien à l'écart, la vue est pleinement dégagée. Et qu'en est-il de la fameuse clé de la buanderie? Hervé Theus secoue la tête: «Chez nous, c'est le service des bâtiments qui gère la buanderie. La clé nous est remise dans la boîte aux lettres.»

Petite visite des lieux. Dans l'ascenseur, Hervé Theus rencontre une voisine. «Nous avons déjà près de 80 signatures», lui dit-il, presque euphorique. La pétition a pour but d'obtenir que le sapin près de l'entrée soit de nouveau illuminé au moment des fêtes de Noël. «L'an dernier, la Ville y avait renoncé – ils cherchent à faire partout des économies.»

Un vent froid souffle sur le toit de la tour de trente étages. Le Jura, les Alpes et le jet d'eau sont visibles par cette claire journée d'automne, de même que le Rhône, qui coule tout près de là. Et les immeubles locatifs du proche quartier d'Aire sont comme de minuscules points à côté de l'imposante masse de ce complexe immobilier. Sur le mur extérieur de la tour, un homme peint en rouge. Hervé Theus sourit: «Certains disent qu'il grimpe, d'autres qu'il se précipite dans le vide.» Assurément, le bâtiment a déjà attiré des suicidaires. «Mais les dernières années ont été calmes.»

«Là-bas, plus loin, ce sont Les Avanchets»; Hervé Theus indique une autre ville satellite, à un kilomètre au nord-ouest, juste à côté de l'aéroport. «Un endroit plutôt délaissé; il y est souvent question d'agressions et de cambriolages.» Le Lignon n'est pas ainsi. Ce qui peut paraître surprenant, car pas moins de 48 nationalités différentes cohabitent ici – dix, par exemple, dans le seul bâtiment de

Hervé Theus. «Mais il n'y a pas de ghettos. Et chacun respecte l'autre.» Il a des relations amicales avec plusieurs voisins. «On se rencontre, on bavarde, on boit un verre ensemble, presque comme dans un village.» Parfois, Hervé Theus veut échapper à cette atmosphère. «Le samedi, on va faire les courses ailleurs. Sinon il nous faudrait sûrement deux heures pour dire bonjour à tout le monde!»

ANDREAS THOMANN



«FAUTE DE LUTTER, NOUS DISPARAÎTRONS»

Née dans une roulotte, elle voudrait mourir dans une roulotte.

Maria Mehr vous regarde avec insistance et parle comme une battante. S'engager, c'est son style. Lorsque cette Tzigane de 56 ans raconte son quotidien, la question de la survie se pose, car la culture tzigane est menacée en Suisse. «Nous, gens du voyage, ne connaissons pas d'autre vie», dit-elle.

de terre à la lisière de la commune zurichoise, à côté des voies ferrées. Trois mètres séparent la roulotte des Mehr de la route très fréquentée qui mène d'Adliswil vers le Sud. Une demi-douzaine de caravanes sur un espace restreint, peu engageant de prime abord – et pourtant un chez-soi. Même si ce n'est que pour un temps. Pas d'enfants par là cette fois-ci. Normalement, là où les gens du voyage

Cela fait douze ans que elle-même et son mari passent l'hiver à Adliswil; elle trouve des termes élogieux pour parler du comportement de la population à l'égard de sa communauté. «Bien sûr, il y a toujours des gens qui ont des préjugés. Mais si l'on se comporte soi-même convenablement et amicalement avec les gens, on a peu de problèmes.» Mais ce qui est vrai pour Maria Mehr ne l'est pas pour

MARIA MEHR: «POUR LES TERRAINS DE FOOTBALL ET LES COURTS DE TENNIS, IL Y A DE L'ARGENT, MAIS JAMAIS ASSEZ POUR NOS PETITS CAMPEMENTS.»



«Si nous ne luttons pas pour notre espèce, nos enfants ne pourront bientôt plus vivre dans une roulotte. Ce serait dur de devenir sédentaire. Maria Mehr se tait – tout est dit. «Devoir aller dans un appartement est synonyme d'enterrement pour un Jenisch», dit-on chez les gens du voyage.

Il fait froid, très froid à Adliswil, quartiers d'hiver de la famille Mehr. Aujourd'hui, six familles se partagent un lopin

s'arrêtent pour l'hiver, les jeunes profitent de cette sédentarité temporaire pour aller à l'école. Côté activité, les chevaux s'en chargent dans l'enclos, galopant avec fougue, assouvissant leur énergie dans des cabrioles exubérantes. Le cheval blanc mord. «Gypsy, arrête, sale gamin.» Maria Mehr fait énergiquement revenir ses «petits» à la raison. Et pourtant leurs gambades lui font visiblement plaisir.

tous les forains qui se trouvent en Suisse. Ce n'est pas évident pour les Tziganes d'avoir un petit coin. Cette minorité a encore des difficultés à faire passer sa propre culture. Il y a aujourd'hui quelque 35 000 gens du voyage en Suisse, dont la plupart font partie des Jenisch, l'une de leurs 37 souches. Ces derniers se distinguent d'autres souches connues comme les Sinti et les Roma par la langue. Au total, quelque

5000 Tziganes suisses vivent encore sur la route.

Le manque de lieux de transit est l'un de ses plus grands soucis. «Si chaque grande ville mettait au moins deux terrains à disposition et si une commune sur cinq nous réservait un endroit, les choses seraient un peu plus rassurantes pour nous», dit Maria Mehr. La réalité est tout autre: «Pour les terrains de football et les courts de tennis, il y a de l'argent, mais jamais assez pour nos petits campements.»

dressent la plupart du temps dans des fêtes foraines. «Nous invitons ensuite les écoles et la population à apprendre à connaître notre vie et à discuter avec nous, dit-elle, cela favorise la compréhension.» Outre une exposition photographique, les Jenisch montrent leur savoir-faire artisanal: tressage, aiguisage de couteaux et ciseaux ou réparation de paniers, corbeilles et parapluies. Selon l'endroit, d'autres familles tziganes se joignent à eux et collaborent au centre culturel pendant un mois.

bossées et corbeilles endommagées, pour les réparer chez elle. Dans la tradition de ses ancêtres. Certaines choses ont pourtant un peu changé avec le temps. «Enfants, nous étions des vagabonds et avions peu de contact avec la population, par peur que les autorités nous enlèvent à nos parents», raconte Maria Mehr. «Cela ne s'oublie pas, cela fait mal.» Mais le temps de la peur et des persécutions est passé. La famille Mehr a noué de nombreux liens à Adliswil. Ainsi, depuis plu-



La «maison» de Maria Mehr n'a que quelques mètres de long. La vie itinérante signifie indépendance. En été, le couple se déplace avec son chez-soi vers différents lieux. Mais à la différence de la plupart des gens du voyage, il n'arrête pas sa roulotte aux endroits habituels. Maria Mehr et son mari s'occupent d'un centre culturel jenisch; ils plantent leur grande tente de ville en ville et ont donc besoin de plus de place. Ils la

Cela non seulement renforce la solidarité, mais permet aussi de répartir les frais d'entretien du centre. Car les dépenses d'électricité, d'eau et de location du site pèsent sur la caisse familiale. Le travail pour ce centre culturel jenisch ne suffit pas pour vivre. Maria Mehr fait chaque jour du porte à porte. Dans les lieux où elle s'arrête, elle a ses clients attirés, chez lesquels elle va chercher couteaux et ciseaux qui ne coupent plus, poêles ca-

sieurs années, les sapeurs-pompiers locaux ne manquent pas d'organiser leur dîner de Noël dans la tente des Mehr. Et Maria Mehr ne fait pas partie de ceux qui pleurent misère. Sa chaleureuse poignée de main et son regard alerte font oublier un instant la bise qui souffle sur la place. Avec un «Tschan kuan» – «Bonne chance» en jenisch –, elle quitte son interlocuteur en riant pour rentrer chez elle.

CHRISTIAN PFISTER



MÊME SI LES LOCA-
TAIRES SUISSSES SE
SENTENT EN GÉNÉRAL
BIEN CHEZ EUX, ILS
SONT NOMBREUX À
RÉVER D'ÊTRE UN JOUR
PROPRIÉTAIRES.
ANDREAS THOMANN,
RÉDACTEUR DU
BULLETIN, EST L'UN
D'EUX.

LA SUISSE, PAYS DE LO

PAR ANDREAS THOMANN,
RÉDACTION BULLETIN

Tout d'abord une bonne nouvelle: selon une récente enquête de l'EPF Lausanne, 85% des Suisses se sentent bien chez eux. Et ils ont de bonnes raisons pour cela. S'ils voyaient les appartements suisses d'aujourd'hui, nos ancêtres seraient en effet bien étonnés: salles de bains luxueuses avec robinetterie ultramoderne, cuisines équipées de plaques de cuisson en vitrocéramique et de lave-vaisselle, grands balcons, fenêtres isolantes, etc. Ce qui était encore un luxe inaccessible pour la plupart dans les années d'après-guerre est devenu une réalité pour nombre de ménages. Par ailleurs, les logements sont beaucoup plus spacieux qu'avant. Au cours des cinquante dernières années, la surface habitable a progressé de manière fulgurante. Le Suisse dispose aujourd'hui de 40 mètres carrés en moyenne; il y a cinquante ans, il devait se contenter de moins de la moitié. En 1950, 4,7 personnes se partageaient un appartement, contre 2,1 personnes aujourd'hui. Sans doute une conséquence du nombre croissant de familles restreintes et de célibataires. En même temps, la taille des logements s'est agrandie. Entre 1961 et 1980, la surface moyenne d'un nouvel appartement était de 88 mètres carrés. Au cours de la décennie suivante, elle était de 109 mètres carrés.

Le secteur du logement a donc connu de grands changements. Avec une constante, toutefois: les personnes propriétaires de leur logement sont toujours une minorité. En 1950 on dénombrait 37% de propriétaires. Au dernier recensement de 1990, il n'y en avait plus que 31%. La Suisse est ainsi la lanterne rouge de l'Europe occidentale (voir graphique page 18). Sur les 31% de propriétaires, 26% possèdent leur propre maison, et un peu plus de 4% sont copropriétaires. En face, on trouve 63% de locataires et moins de 4% de coopérateurs.

Le rêve de devenir propriétaire

La Suisse, pays de locataires. Cela est étonnant lorsqu'on sait que le revenu par habitant de la Suisse est l'un des plus élevés au monde, et que les taux hypothécaires y sont extrêmement bas. Étonnant aussi lorsqu'on considère que 69% des immeubles locatifs en Suisse appartiennent à des particuliers, et seulement 18% à des investisseurs institutionnels. Étonnant enfin lorsqu'on rappelle le résultat de l'enquête de l'EPFL mentionnée plus haut: pour 83% des personnes interrogées, la propriété est le modèle idéal. Un avis partagé d'ailleurs par 77% des locataires. Pourquoi la propriété bénéficie-t-elle d'un préjugé aussi favorable? L'enquête ré-

LA SUISSE COMPTE LE NOMBRE
DE PROPRIÉTAIRES LE PLUS BAS
D'EUROPE OCCIDENTALE.

CATAIRES

LE TERRAIN EST CHER EN SUISSE

Acheter un terrain en Suisse revient en général plus cher que dans d'autres pays d'Europe. Un économiste nous dirait que c'est parce qu'un bien est rare qu'il est cher. Pour Urs Hausmann, consultant chez Wüest & Partner, l'argument est fallacieux: «Les réserves de terrain sont suffisantes pour les vingt prochaines années. Ce sont les investisseurs qui, dans les années 80 et 90, ont créé la pénurie en stockant des terrains parce qu'ils spéculaient sur des hausses de prix ultérieures.» Durant cette période de boom, la part du terrain atteignait près de la moitié de l'investissement total nécessaire pour une maison individuelle. A titre de comparaison: en Allemagne, la proportion s'élève en moyenne à un cinquième. Depuis l'écroulement de la bulle spéculative, au début des années 90, les prix des terrains sont revenus progressivement à un niveau supportable.

pond également à cette question: les trois quarts des personnes interrogées apprécient la liberté d'aménager leur logement selon leur goût. Le deuxième argument cité concerne les avantages fiscaux. Et en troisième position vient le fait qu'un propriétaire est protégé contre les hausses de loyer. Enfin, 60% des répondants considèrent la propriété du logement comme une solution idéale de prévoyance vieillesse.

En d'autres termes: 77% des locataires suisses, c'est-à-dire près de la moitié de la population, ne sont pas vraiment contents de leur sort. Les causes de cette insatisfaction sont multiples, mais un point fait l'unanimité: ce sont les prix élevés de l'immobilier – les plus élevés d'Europe – qui empêchent les gens de réaliser leur rêve. «Pendant longtemps, il fallait déboursier, pour l'achat d'un appartement, un tiers de plus que pour un loyer, rappelle Elmar Gratz, vice-directeur de la Société suisse des propriétaires fonciers. Ce rapport s'est sensiblement amélioré au cours des dernières années, et la situation des acheteurs est aujourd'hui aussi avantageuse, sinon plus, que celle des locataires.» Mais pourquoi les prix ont-ils été si élevés pendant si longtemps, et qu'est-ce qui a changé entre-temps?

Acheter revenait trop cher

Pendant longtemps, c'est le prix élevé des terrains qui a poussé les prix immobiliers à la hausse (voir encadré). Aujourd'hui, les terrains sont redevenus plus abordables, même s'ils ne sont toujours pas bon marché, tant s'en faut. Il en va de même pour les maisons construites sur ces terrains, et ce pour plusieurs raisons: l'offre de logements a longtemps été rare. En 1990, seuls 0,44% des logements étaient vacants, car les investisseurs préféraient construire des immeubles industriels, plus rentables. Ce n'est que dans les années 90 que la construction de logements redevint intéressante pour eux, grâce notamment à des aides financières de l'Etat. Les effets ne se firent pas attendre: en 1997, le taux de vacance était remonté à 1,82%, niveau maximum depuis vingt ans. Cette détente sur le marché immobilier a fait baisser les prix. Mais construire n'est toujours pas très bon marché en Suisse. Car les normes d'équipement des logements sont très élevées. Selon Urs Hausmann, du cabinet de conseil Wüest & Partner, la faute en incombe en grande partie aux maîtres d'ouvrage: «En Suisse, les gens qui se font construire une maison veulent de la qualité et du confort.» Sans parler des conditions imposées par l'Etat, en ce qui concerne les abris antiato-

miques, par exemple. Jusqu'à il y a quelques années, c'était aussi l'industrie de la construction qui, en l'absence de concurrence, tirait les prix vers le haut. La situation a changé depuis.

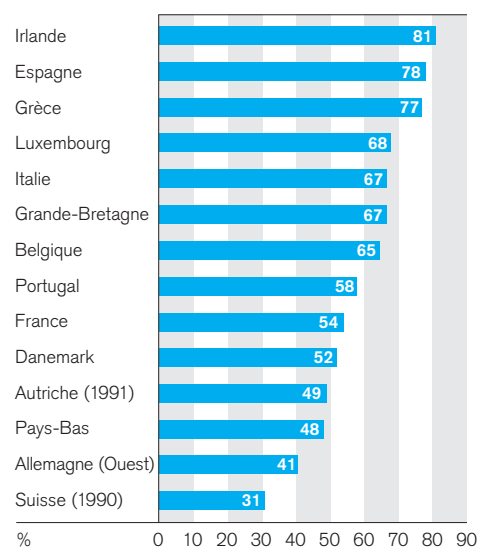
«Une grande partie des locataires souligne aussi que le marché immobilier est actuellement intéressant pour les investisseurs privés et institutionnels», remarque Peter Gurtner, directeur de l'Office fédéral du logement. Mais quel intérêt les investisseurs ont-ils à placer leur argent dans des immeubles locatifs? «Apparemment, le droit de bail suisse est assez libéral pour les propriétaires», suppose Peter Gurtner. Ce qui n'est pas partout le cas, notamment en Espagne, où la protection des locataires est si étendue qu'un investisseur doit y regarder à deux fois avant de faire construire un immeuble locatif. La conséquence: les beaux appartements à louer sont rares, et il est

Suite page 20

SUR L'ÎLE VERTE, LES LOCATAIRES SONT RARES

CREDIT SUISSE

Ménages propriétaires de leur logement, 1995



Sources: BMBau, 1995; OFS, 1992; Die Presse, 2.5.1998

«ACHETER EST AUJOURD'HUI PLUS AVANTAGEUX QUE LOUER»

MARTIN NEFF, CREDIT SUISSE, ECONOMIC RESEARCH



ANDREAS THOMANN Après plusieurs années de pénurie de logements et de spirale inflationniste, le marché de l'immobilier semble s'être aujourd'hui normalisé. Qui profite de cette évolution ?

MARTIN NEFF En premier lieu les demandeurs, qu'ils soient locataires ou acheteurs potentiels. Sur le marché de la location, on observe depuis environ trois ans une baisse généralisée des loyers.

A.T. Et qu'en est-il des logements en propriété ?

M.N. Sur ce marché, la chute des prix avait déjà commencé auparavant. Les offres qui sont arrivées sur le marché ces trois ou quatre dernières années sont beaucoup plus avantageuses. Cela s'explique d'un côté par la baisse des prix des terrains, qui ont retrouvé leur niveau d'avant la spéculation, et de l'autre par la nette diminution des frais de financement due à des taux hypothécaires peu élevés.

A.T. Comment les banques ont-elles réagi à cette nouvelle situation ?

M.N. Les banques ont développé de nouveaux instruments de financement de manière à rendre plus intéressante l'ac-

quisition de logements. Aujourd'hui, le client peut maintenir sa charge financière à un certain niveau pendant une période relativement longue, et profiter des baisses de taux tout en se protégeant contre d'éventuelles hausses (voir aussi l'article page 21).

A.T. Combien d'argent un ménage doit-il aujourd'hui consacrer au financement de son logement ?

M.N. La charge financière moyenne d'un ménage pour un logement en propriété atteint actuellement 20% à 25% du revenu. Jusqu'à il y a quelques années, elle en représentait plus du tiers. Si l'on prend en compte tous les aspects des coûts, l'acquisition d'un logement est aujourd'hui plus avantageuse qu'en 1987 (voir graphique).

A.T. L'achat est donc plus intéressant que la location ?

M.N. A l'heure actuelle, la charge financière des propriétaires n'est guère plus élevée que celle des locataires. C'est pourquoi les gens qui souhaitent accroître leur fortune à long terme ont tout intérêt à acheter leur logement. La situation du marché montre d'ailleurs que bon nombre de Suisses s'en sont rendu compte : aujourd'hui, les trois quarts des nouveaux logements sont à vendre, contre seulement un quart à louer. Il y a dix ans, c'était l'inverse.

A.T. Le climat favorable aux propriétaires va-t-il persister ?

M.N. Plusieurs éléments le laissent présager. Premièrement, les prix de l'immobilier semblent avoir atteint le creux de la vague ; ceux qui achètent un logement aujourd'hui devraient être épargnés par de

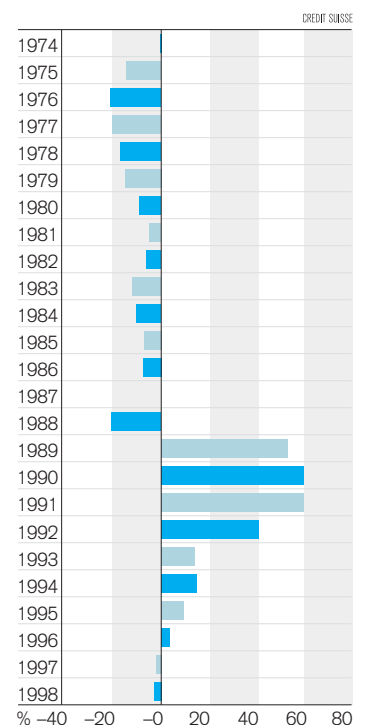
futures chutes de prix. Deuxièmement, la construction de nouveaux logements se maintient à un niveau permettant de satisfaire la demande accrue déclenchée par des facteurs conjoncturels ou démographiques. Par conséquent, l'offre devrait, à moyen terme, rester abondante et avantageuse. Et troisièmement, l'amélioration de la conjoncture augmente le pouvoir d'achat des ménages. Tout cela pourrait favoriser une renaissance de la propriété du logement.

MARTIN NEFF, TÉLÉPHONE (01) 333 24 84

E-MAIL : MARTIN.NEFF@CREDIT-SUISSE.CH

LA PROPRIÉTÉ EST MOINS CHÈRE QU'EN 1987

Coût de la propriété du logement (prix du terrain, coût de financement et de construction). Valeurs inférieures à zéro : coût global de l'offre plus avantageux qu'en 1987.



ENCOURAGEMENT DE LA PROPRIÉTÉ EN SUISSE :

« L'AIDE DE L'ÉTAT N'EST PAS EFFICACE. »

En 1974, la loi fédérale encourageant la construction et l'accession à la propriété de logements (LCAP) est entrée en vigueur en Suisse. Cette loi prévoit divers instruments permettant d'encourager la propriété du logement et la mise sur le marché d'appartements à loyer avantageux, notamment le cautionnement des prêts hypothécaires, l'abaissement de base et l'abaissement supplémentaire des loyers. L'abaissement de base consiste en une avance accordée par la Confédération au propriétaire et remboursable en trente ans. Quant à l'abaissement supplémentaire, il est accordé à des personnes économiquement faibles sous la forme d'avances à fonds perdu. Dans l'ensemble, les mesures d'encouragement à la propriété de logements ont été moins efficaces que celles concernant les appartements en location. Pour Peter Macher, de l'Association suisse des locataires, ce n'est pas la loi elle-même qui est en cause. « Pour augmenter vraiment le taux de propriétaires, la Confédération aurait dû prévoir un budget plus important. » Ce n'est pas l'avis d'Elmar Gratz, de la Société suisse des propriétaires fonciers, qui trouve que la loi comporte d'importantes lacunes. « La LCAP aide surtout les économiquement faibles. » Selon lui, une véritable politique d'encouragement à la propriété devrait aider plutôt les ménages disposant déjà d'un certain capital propre.

souvent plus avantageux de les acheter tout de suite. « En Suisse, poursuit Peter Gurtner, l'offre d'appartements à louer est de haut niveau, ce qui représente certainement un avantage pour une société de plus en plus mobile. » Autre raison pour laquelle beaucoup de gens préfèrent louer leur appartement plutôt que de l'acheter : c'est ici la demande qui crée l'offre.

La législation d'un pays a donc une grande influence sur le pourcentage de propriétaires. Le droit de bail relativement libéral de la Suisse en est un exemple. Un autre exemple est la propriété par étage, qui n'est apparue en Suisse que dans les années 60. Pour les habitants d'un immeuble, il n'y avait jusque-là aucune solution intermédiaire. « Surtout dans les zones urbaines, où la proportion d'immeubles locatifs est élevée, on subit encore les conséquences de cette négligence politique », estime Peter Gurtner. Les chiffres le confirment : alors que dans les cantons ruraux du Valais ou d'Appenzell Rhodes-Intérieures, le pourcentage de locataires

est de 38% et 41% respectivement, il atteint 81% et 78% respectivement à Genève et à Bâle-Ville.

Incitations de l'Etat

Et quelle contribution l'Etat a-t-il jusqu'à présent apporté à l'encouragement de la propriété ? Sur ce point, Elmar Gratz est catégorique : « Il n'existe pas de véritable tradition d'encouragement de la propriété en Suisse. » Ce n'est pas la LCAP (voir encadré) qui y changera grand-chose. Selon Elmar Gratz, les incitations fiscales pour les propriétaires de logements sont insuffisantes. L'imposition de la valeur locative, notamment, soulève l'indignation du représentant des propriétaires : « La plupart des pays d'Europe occidentale ont aboli cet impôt, et lorsqu'il existe encore, il est nettement plus bas qu'en Suisse. » En revanche, les propriétaires suisses peuvent déduire les intérêts débiteurs de leurs impôts, ce qui en fin de compte aboutit à un solde positif. La philosophie est la suivante : acheter aujourd'hui, amortir


demain – ou jamais. « Ce n'est pas une bonne solution, car la cause principale de l'endettement élevé des propriétaires en Suisse est la déduction des intérêts hypothécaires », estime Elmar Gratz. L'Allemagne a choisi la solution opposée, en incitant les propriétaires à s'acquitter de leurs dettes. C'est dans le même esprit qu'a été créée l'épargne-logement, autre spécialité allemande : l'acheteur potentiel ne peut construire sa maison qu'après avoir accumulé pendant des années un certain capital propre – tout cela à des conditions intéressantes et avec une aide fiscale de l'Etat.

Si Peter Gurtner est favorable à de tels modèles fiscaux, il n'en attend pas des miracles : « Pour augmenter massivement le pourcentage de propriétaires, il faudrait prendre d'autres mesures, par exemple convertir les appartements loués en appartements en copropriété. » Mais les obstacles sont nombreux. Le principal instrument qui permettrait de telles conversions, le droit de préemption pour les locataires, n'a toujours aucune chance sur le plan politique. Autre raison qui rend peu probable l'accession des locataires à la propriété : selon l'étude de l'EPF, seules 21% des personnes interrogées désirent acheter le logement dans lequel elles vivent ; 60% ne le souhaitent pas. Visiblement, le rêve de devenir propriétaire est aussi lié à un désir de confort accru.

ANDREAS THOMANN, TÉLÉPHONE (01) 333 80 39

E-MAIL : ANDREAS.THOMANN@

CREDIT-SUISSE.CH



D'APRÈS URSULA
GUT, CHEF DE
PRODUIT, VOICI LE
MOMENT DE
CONSTRUIRE. ET ELLE
NOUS MONTRE
OÙ S'ÉLÈVERA UN
JOUR SA MAISON.

UNE MAISON DANS LA VERDURE

C'EST MAINTENANT LE MOMENT IDÉAL POUR ACHETER UNE MAISON, ET LE CREDIT SUISSE PROPOSE À CHACUN L'HYPOTHÈQUE APPROPRIÉE.

PAR BETTINA JUNKER, RÉDACTION BULLETIN

Qui n'a pas déjà entendu des locataires dire «J'aimerais tant être sous mon propre toit», ou encore «Ce serait tellement bien si ce logement m'appartenait»? La situation est d'ailleurs assez étrange: bien que la plupart des Suisses rêvent d'un logement à eux, ils sont rarement propriétaires. Mois après mois, ils dépensent tous une fortune en loyer. Pour rester éternellement des étrangers chez eux.

Etre sous son propre toit – un rêve inaccessible pour beaucoup? Ursula Gut, Gestion des produits hypothécaires au CREDIT SUISSE, n'est pas du tout de cet avis: «Bien au contraire. Un logement en

propriété peut revenir moins cher qu'une location.» L'accession à la propriété ne doit plus rester un rêve, elle devient lentement réalité pour beaucoup. Il y a longtemps que l'économie suisse ne s'était plus présentée sous de si bons augures et que les astres n'avaient plus été aussi favorables au marché immobilier. Ce secteur connaît actuellement les taux de croissance les plus élevés depuis sept ans, le marché du travail s'est de nouveau repris et les bulletins de salaire sont aussi plus rassurants. L'inflation et les taux hypothécaires, en revanche, sont en chute libre. Il en va de même pour les prix de

l'immobilier et des terrains de construction. Bref: le moment ne pourrait pas être mieux choisi pour acquérir un logement.

Si les locataires se montrent hésitants, ce n'est pas tant pour des raisons financières que par manque d'informations. Comment fait-on pour devenir propriétaire? De quel capital a-t-on besoin, par exemple? Quelle somme prévoir dans son budget mensuel? A qui s'adresser pour trouver des solutions de financement simples et transparentes, sans marges cachées, et pour recevoir des conseils compétents? Autant de questions auxquelles il convient de trouver une réponse avant de se lancer dans l'achat d'une maison. Elles sont incontournables, car sans un bon financement à la base, la maison ne verra jamais le jour.

Ursula Gut: «Pour ce qui est de l'argent, les clients sont à la bonne adresse chez nous. Celui qui s'intéresse à une hypothèque doit comparer plusieurs variantes de financement et choisir celle qui répond le mieux à ses besoins, tout en tenant compte de la situation du marché et

des prévisions en matière de taux d'intérêt.» Si l'on demande au CREDIT SUISSE une solution de financement pour acquérir un logement, des spécialistes en la matière calculeront plusieurs variantes, et ce en un temps record. «Nous sommes la seule banque à proposer au client trois solutions de financement sous 48 heures. Autre particularité: nous lui fournissons des prix détaillés avec indication de nos marges», précise Hans Ueli Keller, responsable Gestion clientèle et produits au Directoire du CREDIT SUISSE. Mais ce n'est pas tout: au CREDIT SUISSE, le rôle des conseillers ne s'arrête pas au financement. Ils accompagnent et assistent le client pendant tout le processus de prise de décision. «Notre objectif est de réaliser avec le client un financement réaliste et supportable», telle est la philosophie de Hans Ueli Keller dans le domaine hypothécaire.

Autre «plus» de notre banque: outre le conseil et un financement optimal, le client trouve au CREDIT SUISSE tous les produits d'assurance nécessaires. Ce dont on a bien besoin lorsqu'on construit une maison. La Winterthur, au sein de notre Groupe, propose une large gamme de produits: de l'assurance responsabilité civile du maître d'ouvrage à l'assurance ménage, en passant par les conseils de spécialistes en assurances.

«Nous voulons être les premiers»

Grâce à sa politique hypothécaire actuelle, le CREDIT SUISSE occupera bientôt une place privilégiée dans ce domaine. Mais il n'en a pas toujours été ainsi. Par le passé, notre banque n'était pas vraiment spécialisée dans le crédit hypothécaire. Et pourtant elle occupe à présent la deuxième place dans ce domaine. Pour parvenir à la première place, une remise en question est indispensable. C'est ainsi que le 13 août 1998 a marqué le début d'une nouvelle «ère hypothécaire»: en effet, ce jour-là a été présentée une nouvelle gamme de produits répondant aux

besoins financiers les plus divers tout en tenant compte des fluctuations du marché. Ce que le client demande. D'où la fierté de Hans Ueli Keller: «Nous comptons déjà parmi les meilleures banques de détail du monde et sommes convaincus que nous parviendrons bientôt au niveau international dans le domaine hypothécaire également.» Le CREDIT SUISSE a d'ailleurs déjà préparé le terrain en investissant 60 milliards de francs sur le marché suisse du logement en propriété privée. Notre objectif pour l'avenir: les affaires hypothécaires doivent devenir une activité de base, au même titre que les affaires de placement. De plus: «Nous voulons être les premiers sur le marché suisse.»

FIX et FLEX: un mix idéal

Quels sont donc ces produits que le CREDIT SUISSE lance sur le marché hypothécaire? Nous retrouvons dans la nouvelle gamme l'hypothèque FIX, c'est-à-dire à taux fixe, qui a déjà fait ses preuves, avec un montant en capital, une durée et un taux d'intérêt déterminés, ce qui permet au client de calculer son budget au centime près. Deuxième possibilité: l'hypothèque roll-over, appelée aussi modèle FLEX. Dans ce cas, le montant en capital et la durée sont fixes, mais le taux d'intérêt suit l'évolution du marché monétaire. Tout n'est cependant pas perdu lorsque les taux d'intérêt augmentent, le client pouvant en effet souscrire une garantie contre les hausses de taux d'intérêt pour les crédits d'un montant élevé.

Le dernier-né des produits est aussi le cheval de bataille du CREDIT SUISSE. Il s'agit de l'hypothèque MIX. L'astuce: les avantages des modèles FIX et FLEX sont regroupés en un seul produit. Le client choisit une durée fixe de financement, à savoir trois ou cinq ans. En ce qui concerne le taux d'intérêt, la moitié suit la situation du marché des capitaux et reste donc fixe pour la durée choisie. L'autre moitié dépend des fluctuations du marché monétaire et est révisée tous les trois

mois. Conclusion: si les taux baissent, le client en profite; s'ils augmentent, le client n'est pas perdant non plus. Car le produit contient également une garantie contre les hausses de taux d'intérêt. Au moment de la conclusion du contrat, les deux parties déterminent ensemble le taux d'intérêt maximal pour le client.

Mais quel que soit le modèle d'hypothèque choisi, il faut bien rembourser le crédit. «Lorsque le client choisit l'amortissement indirect du capital, les montants versés ne reviennent pas directement à la banque, mais alimentent par exemple un compte de prévoyance des piliers 3a et 3b», nous explique Ursula Gut. C'est une solution intéressante. Plutôt que de rembourser son crédit hypothécaire tous les mois, ne vaut-il pas mieux, en effet, placer cet argent? Autre avantage de ce type de remboursement: le client doit payer moins d'impôts. Le propriétaire du logement peut en effet déduire du montant imposable la somme versée pour le pilier 3a. Comme, par ailleurs, l'amortissement indirect ne fait pas diminuer la dette hypothécaire, les déductions fiscales des intérêts ne varient pas non plus. La charge fiscale s'en trouve donc réduite. Et enfin: le capital amoncelé sur le compte de prévoyance 3a PRIVILEGIA est exonéré d'impôt jusqu'à son versement.

Envisagez-vous d'acheter une maison ou un appartement? Alors n'hésitez pas à appeler le 0800 80 20 20 ou à envoyer un fax au 0800 80 20 23, ou encore à vous rendre dans une de nos succursales: vous y obtiendrez toutes les informations nécessaires ainsi qu'un bon pour un plan de financement personnalisé. Vous pouvez également vous documenter sur Internet sous www.credit-suisse.ch/hypotheken.

BETTINA JUNKER, TÉLÉPHONE (01) 333 59 42
E-MAIL: BETTINA.JUNKER@CREDIT-SUISSE.CH



FRANÇOIS SALZ TIENT LE
FICHIER ANIMALIER DU
ZOO DE BÂLE DEPUIS
PLUS DE VINGT ANS :
« MES PROTÉGÉS M'ONT
BEAUCOUP APPRIS,
Y COMPRIS SUR LES
HOMMES. »

L'EXPERT ANIMALIER FRANÇOIS SALZ TENTE
D'ÉTABLIR UNE ANALOGIE – PAS TROP
SÉRIEUSE – ENTRE LES COMPORTEMENTS
EN MATIÈRE D'HABITAT

DES HOMMES ET DES ANIMAUX

**INTERVIEW : BETTINA JUNKER,
RÉDACTION BULLETIN**

BETTINA JUNKER Monsieur Salz, Dans les immeubles locatifs, les gens se disputent au sujet de la clé de la buanderie. Les animaux ont-ils eux aussi des prises de bec pour des espaces communs ?

FRANÇOIS SALZ Des bagarres se produisent automatiquement – chez l'animal comme chez l'homme – lorsque les territoires se croisent. Exemple classique : le point d'eau dans les régions arides d'Afrique, où se retrouvent dans un espace restreint de nombreux animaux qui veulent tous boire au même moment. Les

conflits sont alors inévitables. Un ordre hiérarchique parmi les espèces vient pourtant au secours des animaux : les éléphants boivent d'abord, puis vient le tour des zèbres, suivis des autruches, et ainsi de suite. Plus une espèce animale est dominante, plus elle a une chance de boire vite. Les habitants d'un immeuble ignorent cette hiérarchie naturelle, il faut donc un planning pour la buanderie. Au moins, on évite ainsi le gros des frictions.

B.J. Les blocs d'habitation sont un phénomène récent. Ils existent tout au plus depuis la seconde moitié de notre siècle, l'idée étant de caser le plus grand nombre possible de gens dans le plus petit espace possible. Les animaux connaissent-ils des formes d'habitat comparables ?

F.S. A vrai dire, non. Les abris de masse ne sont pas nécessaires dans le règne animal. La propagation d'une espèce animale est réglée de diverses manières. Si une espèce est trop nombreuse, soit des prédateurs naturels se chargent de la réduire, soit la pénurie de nourriture la fait diminuer à un niveau tolérable. L'homme est un cas exceptionnel. Jamais aucune espèce ne s'est sans doute autant approprié le monde. La marée humaine exige de nouveaux principes d'habitat.

B.J. Pourtant, à vol d'oiseau, une fourmilière ressemble à une grande ville.

F.S. D'en haut, oui. Mais alors que les fourmis ont développé des capacités, remarquables du point de vue phylogénétique, de vie commune sur un territoire exigu, l'homme n'est pas fait pour vivre coude à coude avec des semblables bruyants et inconnus. Une ville doit être bien organisée. Ne pas attaquer les passagers de l'ascenseur de l'immeuble ou, dans la rue, réfréner les agressions dans une foule est un comportement acquis. L'environnement idéal pour l'homme serait la grande famille.

B.J. Mais la famille nombreuse est « out » ; ce qui est « in », c'est la communauté. Depuis les années 60, on ne peut plus faire abstraction de cela sous nos latitudes, notamment pour les jeunes. Arrive-t-il aussi que les animaux se partagent l'infrastructure d'un habitat ?

F.S. En tant que communauté, non. Toutefois, le règne animal connaît souvent des familles nombreuses, avec la plupart du temps un ou une patriarche à leur tête, montrant la voie. Une stricte hiérarchie s'instaure dès que plusieurs animaux adultes vivent ensemble, faute de quoi il y aurait constamment des querelles. La communauté, composée de personnes occupant le même rang hiérarchique, est une tentative moderne d'abolir les hiérarchies par des conventions et de répartir droits et devoirs. Mais la plupart des communautés font tôt ou tard naufrage... parce que personne ne veut récurer les WC.

B.J. Que ce soit au sein d'une communauté ou d'une famille, les cohabitants se tapent parfois réciproquement sur les nerfs et sont bien contents de pouvoir fermer la porte de leur chambre derrière eux. Quelles possibilités les animaux ont-ils de s'isoler ?

F.S. La possibilité de s'isoler est extrêmement importante pour la plupart des animaux. Lorsqu'on construit un enclos dans un zoo, il faut penser que chaque animal a besoin d'un endroit qui lui permette d'être hors du champ de vision des autres. Mais en pleine liberté, quelques mètres de distance ou quelques feuilles les dérobant à la vue suffisent par exemple aux gorilles et remplissent pleinement la fonction d'une porte fermée.

B.J. Bien que l'homme soit un animal grégaire et qu'il loge habituellement dans une maison, Diogène avait pour seule demeure un tonneau. L'ermitage comme forme d'habitat existe-t-il également chez les bêtes d'un troupeau ?

F.S. Non. L'animal qui vit hors du troupeau a généralement été banni ou était trop faible pour le suivre. L'ermitage volontaire est une invention de l'homme : abstraction faite de leur motivation spirituelle, les ermites visaient également la reconnaissance sociale. Ils vivaient seuls et à l'écart, non par nécessité financière, mais pour avoir choisi de plein gré cette forme d'existence, souvent pour servir aussi de modèle aux autres. C'était un moyen de jouir d'un grand prestige social. Evidemment quelque chose de très intellectuel, que le monde animal ne peut donc pas connaître.

B.J. Lorsqu'une personne non autorisée pénètre chez vous, vous appelez la police. Comment l'animal réagit-il à l'intrus ?

F.S. L'irruption est à coup sûr un acte d'agression. Si je pénétrais dans l'enclos de nos gorilles, ce serait comme si je m'installais dans le salon de mon voisin sans y avoir été invité. Ce qui est évidemment hors de question. Chez l'homme et chez l'animal, c'est généralement le mâle qui défend le chez-soi, car sans logement, pas de femme. L'oiseau qui piaille au printemps avertit en réalité ses congénères : « Ne m'approchez pas, à moins d'être une femelle ! » Les démarcations sont très importantes, chez l'homme comme chez l'animal.

B.J. Les Suisses, c'est bien connu, sont un peuple de locataires. Y a-t-il aussi chez les animaux des individus qui se nichent de préférence chez autrui ?



**LA PLACE EST DÉFENDUE
MORDICUS...
AU BESOIN AVEC LE BEC.**

F.S. Oui, les sous-locataires ne sont pas rares. Mais ils esquivent le loyer. Les renards habitent certains terriers, quelques moineaux se nichent dans des nids de cigognes, les mangoustes naines, semblables aux martres, passent la nuit dans les galeries ventilées des termitières, et souris et moineaux utilisent la maison de l'homme. Certaines espèces de fourmis acceptent chez elles les reines de populations de fourmis étrangères et se chargent même d'élever la couvée étrangère.

B.J. Le coucou non seulement habite aux dépens du propriétaire, il met en outre la progéniture de celui-ci à la porte afin d'avoir lui-même suffisamment de place. N'est-ce pas pousser les choses un peu loin ?

F.S. Nous condamnons cet oiseau pour son comportement et ses habitudes répréhensibles sur le plan éthique. Le parasitisme est également un comportement atypique pour l'homme. Nous autres humains voulons en effet quelque chose qui nous appartienne. De préférence une maison à soi, qui nous permette de bluffer. Le Suisse étant peut-être un peu moins bluffeur que d'autres, un logement locatif lui suffit dans la plupart des cas. On observe peut-être aujourd'hui une toute nouvelle forme de parasitisme, celui de nombreux jeunes ayant eux-mêmes atteint l'âge adulte, mais ne voulant absolument pas déménager. Ils préfèrent s'incruster chez papa-maman, se faire servir et économiser de l'argent. Ce qui serait impensable chez les zèbres, car au bout d'un an déjà, le mâle expulse les jeunes sevrés.

B.J. Pour l'être humain, la maison est aussi un symbole de sa situation économique et sociale. La grandeur et l'emplacement de cette maison donnent une idée du prestige social de l'individu. Qu'en est-il chez les animaux ?

F.S. Chez certains d'entre eux, le nid est effectivement un « faire-valoir » pour attirer une partenaire. Chez les tisserins, les mâles construisent de véritables œuvres d'art, car c'est uniquement si le nid est suffisamment beau que la femelle se décide pour le mâle. Chez l'homme, il n'en a pas été autrement pendant longtemps : la maison était certes nécessaire à sa survie, mais seul le fait d'exhiber ce qu'il possédait lui permettait d'avancer dans la société. Pour de nombreuses espèces

animales sans abri, c'est l'endroit où elles se trouvent qui est leur véritable habitat. Chez les flamants et les pingouins, cet endroit correspond au rayon d'action de leur bec. Dans les colonies de pingouins de l'Antarctique, le centre du groupe correspond à nos quartiers résidentiels. Celui qui ne peut pas s'y procurer une place doit se contenter des bas quartiers de la périphérie, où les jeunes peuvent s'égarer ou être dévorés par des labbes parasites. Il y a toujours des luttes acharnées pour décrocher une bonne place, et celui qui en a une doit la défendre bec et ongles.

B.J. A cet égard, les choses sont plus simples pour la tortue, puisqu'elle transporte toujours sa demeure avec elle et qu'elle peut immédiatement se retirer entre ses quatre murs en cas de besoin.

F.S. Oui, mais il lui faut dépenser énormément d'énergie, et sa liberté de mouvement est restreinte. La tortue de même que les escargots se meuvent au ralenti, une solution impensable pour l'homme. Fondamentalement, je comparerais plutôt la carapace de la tortue et la coquille de l'escargot ou le piquant du hérisson à une combinaison de protection.

B.J. L'habitat n'a pas la même valeur pour tout le monde. Qu'en est-il pour les animaux ?

F.S. Pour le gorille par exemple, le « nid » n'est pas très important. Il se prépare chaque soir un nouvel abri. Comme tous les nomades, il n'a pas d'hygiène et fait ses besoins le matin sur place avant de poursuivre simplement son chemin. De même qu'il existe chez l'homme certains individus qui s'accomplissent en construisant leur habitation, il y a aussi des animaux qui passent leur vie à bricoler leur maison. Le castor a même fait de la construction de sa hutte sa raison de vivre. La sécurité est très importante pour lui, et il y consacre beaucoup de temps et d'énergie. Ainsi doit-il constamment entretenir son système compliqué de barrage, afin que sa construction ne soit pas emportée par les flots.

BETTINA JUNKER, TÉLÉPHONE (01) 333 5942

E-MAIL: BETTINA.JUNKER@CREDIT-SUISSE.CH



SUR TERRE OU DANS L'EAU, À CHACUN SON TERRITOIRE.



CELUI QUI TRAÎNE TOUJOURS SA MAISON AVEC LUI N'AVANCE QUE LENTEMENT.



À LA CHASSE AUX OCCASIONS

Automobiles, camions, ordinateurs personnels, machines, équipements pour cabinets médicaux, mobilier de bureau : CREDIT SUISSE LEASING finance des biens dans tous les domaines. Cependant, en cas d'impayés, la banque est forcée de saisir les biens concernés et de les mettre en vente. CREDIT SUISSE LEASING a pu ainsi accumuler pendant de nombreuses années un grand savoir-faire

dans ce domaine, d'où l'idée de créer un centre de compétence pour la vente de biens d'occasion.

Le but poursuivi n'est donc plus seulement de limiter les dommages, mais aussi de permettre aux clients, aux sociétés affiliées et aux collaborateurs du CREDIT SUISSE GROUP d'acheter ou de vendre des biens d'occasion. De plus en plus de personnes font usage de cette possibilité.

Depuis peu, ce service est également offert sur Internet. Les surfeurs à la recherche de bonnes affaires y trouvent surtout une offre intéressante de véhicules particuliers, que le CREDIT SUISSE a constituée en collaboration avec des garagistes et des concessionnaires.

Testez-nous : (01) 334 31 83 ou <http://www.credit-suisse.ch/leasing>



UN TOIT POUR DEUX

Au cours de cette année, la Winterthur et le CREDIT SUISSE se sont rapprochés encore davantage. Les deux partenaires sont désormais réunis sous le même toit sur 70 sites dans toute la Suisse. La coopération entre la banque et l'assurance, qui porte déjà ses premiers fruits, est ainsi devenue aussi une réalité sur le plan géographique.

Pour y parvenir, il a fallu surmonter quelques obstacles, notamment en ce qui concerne les techniques de sécurité. La banque étant plus sensible dans ce domaine, ce sont surtout les unités de la Winterthur qui ont déménagé dans les succur-



MÉDAILLE D'OR SUR INTERNET

Le CREDIT SUISSE GROUP a un site Internet de premier plan. Cela n'est pas de la publicité personnelle, mais l'avis du cabinet de conseil londonien Lafferty Information and Research Group, qui a établi un classement des meilleurs sites Internet parmi 50 banques européennes. Le résultat : le groupe suisse de bancassurance au logo bleu et rouge se trouve sur la plus haute marche du podium, devant Bank 24 – la banque directe de la Deutsche Bank – et l'UBS. Les consultants londoniens ont apprécié chez

le CREDIT SUISSE son offre étendue de prestations sur le Net : banque sur Internet, négoce de titres, informations détaillées sur les marchés, évolution des taux d'intérêt. Autre élément positif, le fait que la banque propose ces services dans plusieurs langues. Enfin, les « examinateurs » ont été séduits par la fraîcheur du design, qui plaît particulièrement aux jeunes surfeurs d'Internet.

« UNE JOURNÉE NOIRE POUR LES BANQUES SUISSES »

Des goûts et des couleurs on ne discute pas. Et pourtant, les lecteurs du BULLETIN ont eu envie de réagir à notre dernier numéro consacré au thème de la mode. Une lectrice nous a écrit : « Vous êtes allés trop loin dans votre article. Certains de vos collaborateurs pourraient prendre

votre suggestion au mot, et ce serait alors une journée vraiment triste pour les banques suisses ! » Notre article a suscité des réactions plus positives à la rédaction du magazine économique « Cash ». A la mi-octobre, on pouvait y lire ceci dans un bref article : « De jeunes



GENEVOIS, LA BALLE EST DANS VOTRE CAMP



sales du CREDIT SUISSE ces derniers mois. Grâce à la forte mobilisation des deux parties, l'opération a été menée à bien rapidement. Les quelques transformations à effectuer n'ont gêné ni les clients ni les collaborateurs. Le rapprochement géographique n'entraînera pas de suppression de services. Au contraire : le client tirera des avantages supplémentaires de la proximité immédiate de la banque et de l'assurance. Avoir les deux spécialistes au même endroit lui assurera sécurité, efficacité et gain de temps.

**CREDIT
SUISSE**

winterthur

Dans deux ans, les supporters du Servette Football Club ne se rendront plus dans le vénérable stade des Charmilles à Genève pour voir évoluer leur équipe fétiche. Ils se déplaceront dans un stade flambant neuf, ultra-moderne, répondant aux normes UEFA (Union européenne de football), et pouvant accueillir les plus prestigieuses rencontres internationales : Le STADE DE GENÈVE.

Ce nouveau stade s'inscrira dans un vaste complexe englobant également un hôtel, une banque, un centre culturel, une salle de conférence, deux salles de cours ainsi qu'un centre commercial, composé d'une grande chaîne de distribution et de boutiques, sans oublier un bowling, une station-service et un « drive-in ». « Nous vou-

lons un stade qui vive tous les jours, même quand le Servette FC n'y exerce pas ses activités », affirment ses responsables.

Le plan financier du projet devrait être prochainement bouclé. Fait à souligner : le nouveau stade sera réalisé non seulement grâce à la coopération de nombreux partenaires publics et privés, dont le CREDIT SUISSE, regroupés au sein de la Fondation du Stade de Genève, mais en faisant appel à de nombreux Genevois. Amateurs de ballon rond, simples citoyens, entrepreneurs ou grandes sociétés, tous sont en effet invités à participer à cette ambitieuse réalisation pour Genève.

De jeunes écoliers genevois ont d'ores et déjà été impliqués dans la souscription publique. Plusieurs dessins

d'enfants illustrent la campagne publicitaire lancée à cet effet. Son objectif : récolter 5 millions de francs. Les souscripteurs d'un siège « Affaires » ou « Grand Public » seront considérés comme étant des membres fondateurs du nouveau stade. Ils bénéficieront à ce titre, pendant une période de douze ans, de différentes prestations : accès privilégié, accueil, réductions diverses, sans parler du privilège indicible de pouvoir graver une empreinte de leur pied sur le patio du stade !

Si les procédures suivent le rythme désormais rapide du projet, l'ouverture du chantier aura lieu dans le courant de l'année prochaine, et l'inauguration du stade en 2001.

**STADE DE
GENÈVE**

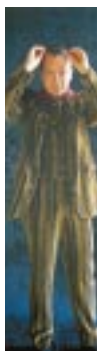
STADE DE GENÈVE : LE CREDIT SUISSE INNOVE

L'engagement du CREDIT SUISSE dans la construction du STADE DE GENÈVE est une mesure de sponsoring exceptionnelle. Elle consiste en un prêt sans intérêt de 20 millions de francs, remboursable en 80 ans. En contrepartie, la banque bénéficiera de prestations publicitaires et pourra exploiter les infrastructures du stade. « Sans notre contribution, la réalisation de cet important projet serait très ardue », explique Dominique Folletête, membre du Directoire du Credit Suisse et vice-président de la Fondation Stade de Genève.

Évalué à 86 millions de francs, le financement du projet est assuré par l'Etat de Genève (20 millions), la Ville de Genève (3 millions), le CREDIT SUISSE (20 millions), Jelmoli (30 millions) et la Ville de Lancy (3 millions). Une subvention de la Confédération pour les installations sportives d'importance nationale (5 millions) et le produit de la souscription publique (5 millions) devraient assurer son prochain bouclage. L'exploitation du nouveau stade sera confiée à une société privée créée par Canal+, actionnaire principal du club résident, le Servette FC.

Des bulletins de souscription peuvent être obtenus dans toutes les succursales du CREDIT SUISSE à Genève.

stylistes suisses ont habillé des banquiers du CREDIT SUISSE et nous montrent à quoi pourrait ressembler la tenue de bureau à l'avenir : colorée, décontractée, confortable, et un rien anti-conformiste. L'uniforme du banquier a vécu – à la plus grande joie des clients !



ALOIS BISCHOFBERGER ET
L'ÉQUIPE DU SERVICE ECONOMIC
RESEARCH DU CREDIT SUISSE
TRAQUENT LES FLUCTUATIONS DE
L'ÉCONOMIE MONDIALE: «EN MA-
TIÈRE D'EFFICACITÉ, LES ENTRE-
PRISES EUROPÉENNES SONT
ENCORE EN RETARD SUR LEURS
HOMOLOGUES AMÉRICAINES.»



QUE NOUS
APPORTERA

INTERVIEW:
CHRISTIAN PFISTER,
RÉDACTION BULLETIN

CHRISTIAN PFISTER La crise financière a révélé les lacunes de la globalisation. L'économie de marché doit-elle être mieux surveillée ?

ALOIS BISCHOFBERGER La globalisation entraîne une redistribution des cartes du jeu économique à l'échelle planétaire. Cela ne se fait pas sans incidents. Mais ces à-coups ne compromettent pas les effets positifs dont bénéficieront à long terme toutes les économies. Les marchés émergents en ont peut-être trop fait d'un coup. Ils ont engagé un rythme de développement impossible à tenir. Or nombre d'entre eux sont encore en train de mettre en place leur infrastructure.

c.p. A quoi songez-vous en particulier ?

A.B. Je pense au cadre législatif, gage de sécurité pour les investisseurs. Les pays émergents se sont ralliés à la libre circulation des capitaux. Mais ils n'ont pas su maîtriser l'afflux de fonds, notamment parce que la surveillance des banques était encore à ses débuts.

c.p. Que faut-il faire ?

A.B. Les pays industrialisés doivent apporter leur soutien aux économies à croissance rapide, les aider à mettre sur pied un système bancaire solide et un cadre législatif efficace. Les conseils du

FMI et de la Banque mondiale sont un facteur très important. Encore faut-il que les intéressés suivent ces recommandations. Les turbulences financières récentes les auront sans doute rendus plus réceptifs à cet égard. Un retour à l'ancien système de contrôle des mouvements de capitaux constituerait un grand pas en arrière. Car les effets positifs de la globalisation sont considérables. Mais les banques doivent davantage envisager des scénarios véritablement extrêmes, qui paraissaient totalement irréalistes jusqu'ici, et les intégrer dans leur politique de risques.

c.p. La globalisation accentue l'imbrication des marchés. Ne risquent-ils pas tous d'être emportés par la tourmente en cas de crise ?

A.B. Oui, les turbulences financières récentes ont montré que la théorie de la diversification des risques ne fonctionnait pas dans les situations extrêmes. Les marchés se sont tous trouvés sous pression en même temps – les nations industrialisées et les pays émergents, les marchés obligataires et les marchés d'actions. Il y a quelques années, la Bourse japonaise s'effondrait sans pour autant provoquer de crise dans d'autres régions. L'interconnexion actuelle des marchés financiers entraîne une dépendance beaucoup plus étroite des uns par rapport aux autres.

**ALOIS BISCHOFBERGER, CHEF ÉCONOMISTE
DU CREDIT SUISSE, PRONOSTIQUE UNE
CROISSANCE RALENTIE POUR LA SUISSE.**

1999?

VOICI COMMENT LA SUISSE ABORDERA L'AN 2000

CREDIT SUISSE

Variation en %	1997	1998	1999	2000
Produit intérieur brut, en termes réels	1,7	1,9	1,1	2,0
Consommation privée	1,2	1,5	1,4	1,6
Consommation publique	-0,1	0,3	-0,5	-0,5
Dépenses d'équipement	5,0	6,1	4,5	5,0
Investissements de construction	-1,5	1,0	0,0	1,0
Exportations	9,0	5,9	3,0	6,0
Importations	7,2	8,3	3,2	5,0
Prix à la consommation	0,5	0,0	0,6	1,0
Taux de chômage en %	5,2	3,8	3,6	3,2

c.p. Y a-t-il eu défaut de surveillance des risques du côté des banques ?

A.B. Dans le cas de la Russie, c'est toute une série de risques qui se sont réalisés pratiquement en même temps : la dépréciation massive du rouble, la faillite en ce qui concerne la dette intérieure, un moratoire sur la dette extérieure, et le tout dans un contexte d'absence de direction politique. Je ne dirais pas qu'il y a eu défaut de surveillance ; beaucoup d'événements étaient imprévisibles. Mais les banques devraient réfléchir à ce qu'il y a lieu de faire lorsque la diversification ne fonctionne plus comme avant.

c.p. Quels sont les facteurs qui ont fait trébucher l'économie mondiale ?

A.B. Ce sont des aspects relevant de l'économie réelle et liés aux marchés financiers qui ont joué un rôle clé. En ce qui concerne l'économie réelle, les marchés émergents affichaient un déséquilibre croissant des échanges extérieurs et des finances publiques. Certaines monnaies étaient surévaluées et faisaient l'objet de tentatives de soutien. D'où des taux d'intérêt élevés et des effets récessifs ; les taux de change ne pouvaient plus être maintenus. A cette situation est venue s'ajouter la crise en Russie.

c.p. Et que s'est-il passé dans les pays industrialisés ?

A.B. Les prévisions de bénéfices ont été revues à la baisse. Or ce sont précisément ces anticipations qui avaient fait grimper le

cours des actions. L'évaluation négative des perspectives bénéficiaires a donc accentué la chute.

c.p. Comment ont réagi les investisseurs ?

A.B. Les investisseurs se sont dégagés massivement des actions en juillet dernier, avant de commencer à différencier également parmi les obligations à la suite des événements en Russie. Les valeurs industrielles n'ont plus trouvé preneur ; tout a été concentré sur les obligations d'Etat. Les opérateurs ont fui vers la qualité, la sécurité – et, au plus fort de la crise, fin septembre/début octobre, vers les liquidités.

c.p. Que s'est-il passé sur les marchés financiers ?

A.B. Cette année, la Bourse était survoltée ; les cours se sont envolés. Les critères d'appréciation traditionnels, tels que le rapport cours/bénéfice, sont montés à des niveaux jamais vus. La correction a donc été d'autant plus sévère.

c.p. Depuis l'effondrement, les marchés d'actions se sont de nouveau stabilisés. Pourquoi ?

A.B. Un leadership politique s'est formé. Cela a permis au dollar de se redresser ; l'écart de rendement entre les obligations d'Etat et leurs homologues industrielles est revenu à des valeurs normales. Le Congrès américain a, de son côté, donné son accord à une augmentation des contributions au Fonds monétaire international. Et il est permis d'espérer qu'un

programme de stabilisation crédible sera trouvé au Brésil. Enfin, le fait que le Japon soit déterminé à entreprendre l'assainissement de ses établissements financiers a aussi eu un impact positif sur l'économie mondiale. Tous ces éléments sont de nature à inspirer confiance : les marchés d'actions se sont redressés au point d'inscrire des niveaux proches des chiffres records de juillet dernier – l'écart n'est plus que de 3 % aux Etats-Unis, par exemple.

c.p. Comment évoluera l'économie mondiale dans les cinq prochaines années ?

A.B. Les secousses financières récentes ont tempéré la disposition des investisseurs à prendre des risques. Les flux de capitaux drainés par les marchés émergents n'augmentent plus autant que ces dernières années ; durant les années 90, ces marchés contribuaient encore à hauteur de 60 % à la progression de l'économie mondiale. La croissance est par contre devenue plus saine. Dans les pays industrialisés, je m'attends à un ralentissement passager, qui devrait être dépassé en l'an 2000.

c.p. Que prévoyez-vous pour l'Europe ?

A.B. Je pense que l'introduction de l'euro aura un impact positif sur l'investissement. Les entreprises européennes devront rationaliser. Beaucoup d'entre elles ont encore du retard sur leurs homologues américaines en matière d'efficacité.

c.p. Quels sont les secteurs prometteurs ?

A.B. L'avenir, en Europe, appartient aux produits et aux services mobilisant un savoir-faire important. Auront le vent en poupe : la recherche, les techniques de communication, la biotechnologie, les nouveaux matériaux, les produits pharmaceutiques et la recherche médicale. Les télécommunications joueront bien entendu un rôle majeur et seront un gros pourvoyeur d'emplois. Les services financiers gagneront aussi en importance, dans la mesure où les besoins en capitaux demeurent

élevés dans le monde. Il sera intéressant d'observer que même les petites et moyennes entreprises seront de plus en plus nombreuses à nouer des alliances par delà les frontières nationales.

c.p. Vous pronostiquez pour la Suisse une croissance ralentie en 1999 et un rebond pour l'an 2000.

A.B. Il y aura en effet une baisse d'activité en 1999, dont le principal responsable sera l'industrie d'exportation. Et le moral des consommateurs souffrira passagèrement des turbulences économiques internationales.

c.p. Faut-il alors tirer la sonnette d'alarme?

A.B. Non, je ne m'attends pas à une chute brutale. Nous n'avons pas à craindre que la Suisse replonge dans la stagnation, comme cela a été le cas entre 1990 et mi-1997. La consommation des ménages ne faiblira pas, car la sécurité de l'emploi s'est améliorée grâce à la baisse du chômage. Je table sur une légère hausse du pouvoir d'achat. Cependant, dans le secteur de la construction, les effets du programme d'investissement seront nettement plus faibles l'an prochain.

c.p. Selon vos prévisions, le chômage baissera à 3,2% d'ici à l'an 2000. Qu'est-ce qui vous rend si optimiste?

A.B. Le marché suisse du travail a très vite réagi à l'amélioration de la conjoncture. La croissance de la seconde moitié de 1997 s'est rapidement traduite par une baisse du taux de chômage. Les entreprises se sont rendu compte aux premiers signes de reprise qu'elles devaient reconstituer leurs stocks. Les créations d'entreprise sont de plus en forte hausse. De nombreuses sociétés externalisent les domaines qui ne font pas partie de leur métier de base. Et la recherche gagne en importance.

c.p. Pourquoi?

A.B. On constate une imbrication de plus en plus étroite entre le monde scientifique et le monde économique: les résultats des recherches passent aujourd'hui beaucoup plus rapidement aux entreprises. Un transfert que l'on a eu pendant longtemps du mal à gérer en Suisse.

c.p. Le service Economic Research a pour tâche d'anticiper et d'analyser les développements de la vie économique. Comment parvenez-vous à maîtriser un domaine aussi complexe?

A.B. Nous devons surveiller et interpréter le plus grand nombre de paramètres possible. Les progrès réalisés dans les technologies de l'information nous permettent de disposer très rapidement d'une très grande quantité de données. Nous mettons aussi à profit les spécificités de la banque: le contact que nous entretenons régulièrement avec nos clients est une source d'information extrêmement riche. Nos collègues du front nous fournissent aussi des indications que nous intégrons dans nos analyses. En ce qui concerne l'économie mondiale, nous bénéficions de l'appui des économistes qui travaillent pour CREDIT SUISSE FIRST BOSTON dans différents centres financiers tout autour de la planète. C'est une aide très précieuse.

c.p. Quel est le point sensible?

A.B. Une des tâches les plus difficiles est de rendre nos analyses lisibles et utilisables pour ceux à qui nous les destinons. Nous devons constamment nous adapter aux besoins spécifiques de notre public.

c.p. Quelles sont, dans le monde financier, la part de l'analyse et du savoir et celle de la psychologie?

A.B. La psychologie est un facteur extrêmement important. Prenons par

exemple la crise récente sur les marchés financiers. Elle a donné lieu, aux Etats-Unis, à deux baisses de taux relativement faibles – de un quart de point chaque fois. La première est tombée dans un climat de morosité générale. Résultat: l'effet stimulant escompté ne s'est pas produit. Lors de la seconde, début octobre, le marché était déjà mieux disposé. Conséquence: la baisse a été accueillie avec enthousiasme. En Suisse, le climat de consommation s'est passagèrement détérioré à l'annonce de la fusion entre la SBS et l'UBS. Et actuellement, on peut s'attendre à ce que les consommateurs réagissent à la crise financière, même s'ils ne détien- nent pas d'actions eux-mêmes. Autant d'effets psychologiques.

c.p. Cela rend toute prévision délicate.

A.B. Oui. Il ne faut pas croire que nous établissons une prévision forcément valable une année entière. Nous devons revoir en permanence notre analyse. Tout élément nouveau est immédiatement répercuté sur le conseil en placement et la politique de crédit.

c.p. Qu'est-ce que le service Economic Research apporte aux clients du CREDIT SUISSE?

A.B. Nous fournissons les données de base nécessaires à un entretien constructif avec le client. Nous voulons que notre travail permette aux conseillers en placement de donner un avis compétent. Le client voit ainsi que nous connaissons parfaitement le marché. Nous avons par exemple organisé, en septembre et octobre derniers, une série de présentations qui ont rencontré un vif intérêt, en particulier auprès de notre clientèle entreprises. Nous offrons à ces clients des impulsions pour leur planification et l'élaboration de leur prochain budget. La possibilité de confronter leurs analyses et leurs idées avec nos résultats est pour eux un atout appréciable.



«NOS PRÉVISIONS NE SONT PAS FORCÉMENT VALABLES UNE ANNÉE ENTIÈRE.»

ÇA CHAUFFE POUR LE BRUT

PAR GREGOR HIRT, ECONOMIC RESEARCH

LE PRIX DU PÉTROLE CHUTE – ET DONNE DES SUEURS FROIDES AUX MARCHÉS FINANCIERS



« SI LA CONJONCTURE
NE S'AMÉLIORE PAS, LES
PRODUCTEURS DE
PÉTROLE AURONT DU MAL
À TROUVER PRENEUR »,
REDOUTE GREGOR HIRT.

Habituellement, le prix de l'essence est un sujet auquel les Suisses prêtent une oreille attentive. Or, depuis un certain temps, il ne suscite plus de vif débat. Cela n'a rien d'étonnant car, en septembre dernier, le prix moyen des carburants était inférieur de 7,3 % au cours correspondant de 1997. En effet, si le marché du brut s'était brièvement rétabli après son point bas du mois d'août, les cours ont de nouveau subi de fortes pressions en octobre. L'automobiliste moyen ne se rend pas toujours compte que si son porte-monnaie est sensible à l'évolution des prix du pétrole, celle-ci déteint aussi sur les marchés financiers internationaux.

La demande en chute libre...

L'an dernier, la crise financière de l'Asie était encore considérée comme un problème local: il est aujourd'hui évident que ses séquelles ont été sous-estimées pour ces pays. Le recul des investissements, l'insécurité des consommateurs et, finalement, la stagnation de la production sont à l'origine d'un net fléchissement de la demande de pétrole dans la zone asiatique. Ce repli se poursuivra l'an prochain, car un rebond de la conjoncture est peu probable en 1999. Quant aux répercussions internationales de la crise asiatique, elles n'ont pas non plus vraiment soutenu le cours du pétrole.

Comme les turbulences se sont propagées en Russie et en Amérique latine, il a

également fallu revoir les prévisions de croissance de ces pays. En outre, les pays industrialisés sont de plus en plus affectés par le recul des commandes à l'exportation, qui se traduit par une moindre production. L'assombrissement graduel des perspectives conjoncturelles internationales ne laisse présager aucun redressement de la demande de carburants. Même les conditions climatiques s'y sont mises pour affaiblir ce marché pétrolier souffreteux. Le phénomène météorologique connu sous le nom de «El Niño» fut responsable de la tiédeur de l'hiver 1997/1998, entraînant une consommation de fuel domestique très faible en comparaison historique. Il n'est certes pas exclu que «La Niña», la sœur d'El Niño, ramène des hivers plus froids, mais cet effet ne suffira pas à compenser les conséquences du tassement de la conjoncture, pas plus qu'il ne constituera un soutien suffisamment vigoureux de la demande de pétrole.

...et une offre pléthorique

Ces derniers mois, les Etats de l'OPEP, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, se sont, pour la plupart, conformés aux quantités fixées pour l'extraction. Cela peut surprendre car, lors de l'accord de Vienne, en mars 1998, les quotas de production ont simplement été ajustés aux excédents antérieurs, sans être diminués. Pour autant, il ne faut en aucun cas surestimer l'influence de l'OPEP sur le marché du brut.

La tentation est grande, pour un pays, de ne pas respecter les quotas convenus. En effet, s'il augmente sa propre production, il peut tirer profit de la discipline des autres pays. Cette attitude de «resquilleur» pourrait être évitée en menaçant le mauvais joueur d'une amende. Un tel recours est toutefois presque impossible dans le cas d'Etats indépendants. Une cause supplémentaire de l'effritement du pouvoir de l'OPEP est la concurrence de plus en plus féroce que se livrent les producteurs

de pétrole. Si, dans les années 70, la part de marché de l'OPEP dépassait encore 50%, elle atteint tout juste 40% aujourd'hui. Plusieurs facteurs d'incertitude subsistent cependant:

- En Irak, la production est inférieure au niveau autorisé par l'accord «Pétrole contre nourriture» de l'ONU. De nombreux sites de prospection sont toujours dans un état lamentable depuis la guerre du Golfe, mais ce pays pourrait aisément augmenter sa production de quelques dizaines de milliers de barils par jour.
- Par ailleurs, il ne faut pas oublier que 60% du pétrole brut est produit en dehors de l'OPEP par des pays tels que le Mexique. Ces Etats sont nombreux à subir le contrecoup de la crise asiatique. Ils seront tentés, en cas de hausse des prix, d'effectuer des forages qui n'étaient pas rentables à un cours inférieur.
- Enfin, l'on ignore encore la quantité de brut déversée sur le marché par la Russie. La Fédération fait certes face à des problèmes logistiques toujours plus aigus pour le transport du carburant. Mais ce pays est avide de devises étrangères, et l'exportation de pétrole viendrait fort à propos.

Ainsi, l'offre mondiale de pétrole brut continuera d'être supérieure à la demande, ce qui ne plaide pas en faveur d'un redressement des cours d'ici un an.

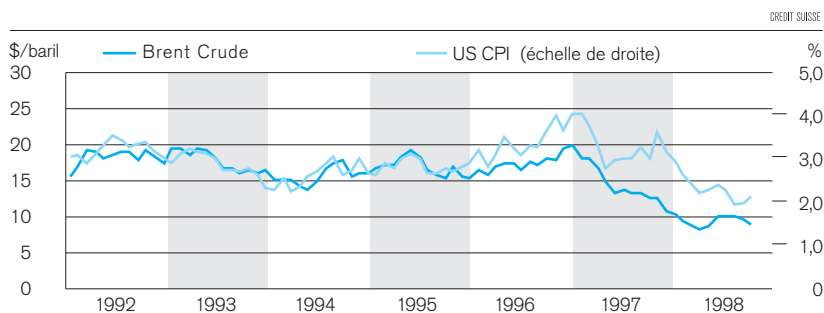
Conséquences pour les marchés financiers

Les automobilistes ne sont pas seuls à se réjouir du bas niveau des cours pétroliers. Ces derniers constituent en effet une composante importante des indices d'inflation. Au cours des dix dernières années, l'inflation s'est montrée particulièrement sensible aux fluctuations du prix du pétrole en Suisse et aux Etats-Unis. Le graphique ci-dessous illustre les évolutions parallèles du cours du pétrole et de l'indice des prix à la consommation aux Etats-Unis. En Allemagne, au contraire, la corrélation avec l'inflation demeure faible.

L'inflation affecte les cours des obligations, puisque l'inflation attendue est prise en compte dans le calcul des rendements réels. De ce fait, la faiblesse des prix du pétrole profite aux cours des obligations, tandis qu'elle grève les revenus des actions des groupes pétroliers. Chez Shell, le prix moyen anticipé pour 1998 se situait aux alentours de 18 dollars le baril, de sorte que la performance de ce secteur s'est révélée particulièrement désastreuse. En revanche, les entreprises de transport, pour lesquelles le carburant est une composante cruciale des coûts, sont extrêmement favorisées par le bas niveau actuel des cours du pétrole.

GREGOR HIRT, TÉLÉPHONE (01) 333 96 48
E-MAIL: GREGOR.HIRT@CREDIT-SUISSE.CH

LE COURS DU PÉTROLE ET L'INFLATION AMÉRICAINE BAISSENT DE CONCERT



MARCO BERG, DE LA FÉDÉRATION PÉTROLIÈRE, RÉPOND À NOS QUESTIONS SUR LE MARCHÉ DU PÉTROLE. POUR LUI, CEPENDANT, ÉTABLIR DES PRÉVISIONS REVIENT À

LIRE DANS LE MARC DE CAFÉ



INTERVIEW: BETTINA JUNKER

BETTINA JUNKER Monsieur Berg, le prix du pétrole est au plus bas. Va-t-il se redresser ?

MARCO BERG Les stocks mondiaux sont très hauts, les consommateurs ont rempli leurs citernes de fuel domestique. La demande ne peut donc plus augmenter, excepté pour les carburants. Cela maintient les prix à un bas niveau. Si nous avons encore un hiver doux, la situation deviendra difficile : la quantité extraite reste stable et le prix continue de chuter. Actuellement, le baril est à 12 dollars, alors que l'an dernier, les experts avaient prévu un cours entre 18 et 20 dollars. Pour les trois prochaines années, on attend un cours situé entre 13 et 15 dollars le baril.

B.J. Et si une crise éclate à nouveau au Proche-Orient ?

M.B. L'histoire a montré que le prix du pétrole réagit aux événements politiques. En cas de crise comme celle de 1991 dans le Golfe, les prix peuvent s'envoler très vite. A cette époque, le baril est soudainement remonté à 40 dollars sur le marché mondial.

B.J. Combien de pétrole reste-t-il dans le monde ?

M.B. Les réserves exploitables aux conditions actuelles de coût et de technologie s'élèvent à 139 milliards de tonnes. En divisant ce chiffre par la consommation en 1998, on obtient une durée de 42 ans. Si, du jour au lendemain, l'on ne trouvait plus une goutte de pétrole, et que la consommation reste stable, le pétrole serait épuisé dans 42 ans. Ce chiffre n'est toutefois qu'une valeur comptable variant continuellement. Ainsi, en 1973, les réserves étaient estimées à 30 ans.

B.J. Pourquoi de telles variations ?

M.B. Ce chiffre augmenterait en cas de hausse du cours du pétrole. De plus, l'on découvre sans cesse de nouveaux gisements. Pourtant, les experts affirment que la moitié des réserves disponibles est épuisée : si la consommation augmente, il ne restera bientôt plus rien, et la conséquence de la pénurie sera une flambée des prix. Quelques spécialistes prévoient cette hausse d'ici à trois ans – mais ils le font depuis déjà dix ans.

B.J. La crise pétrolière du début des années 70 fut traumatisante. Une telle pénurie serait-elle à nouveau possible ?

M.B. Ce qui, en 1973, est apparu comme une crise de l'approvisionnement était en réalité un choc des prix. Le cartel de l'OPEP avait encore assez de pouvoir pour fixer les cours du pétrole. Depuis, l'organisation a perdu beaucoup de son influence. Et les crises politiques susceptibles d'entraîner une pénurie ne sont pas prévisibles. L'expérience le montre : qui veut prévoir l'évolution du marché pétrolier

peut tout aussi bien la lire dans le marc de café.

B.J. De nouvelles énergies viennent concurrencer le pétrole. Faut-il en conclure que sa consommation va diminuer ?

M.B. Une étude, présentée en septembre dernier lors du congrès mondial de l'énergie à Houston, montre que la consommation globale d'énergie va augmenter de 50 % au cours des vingt prochaines années. Ces besoins seront couverts tant par le pétrole que par d'autres énergies. Dans les pays industrialisés, la consommation de pétrole ne progresse plus que faiblement, mais sa hausse est d'autant plus marquée en Asie et en Amérique latine. En 2020, les deux tiers du pétrole seront absorbés par le secteur des transports.

B.J. Le prix du pétrole sera-t-il un jour si élevé que le recours aux énergies renouvelables se justifiera financièrement ?

M.B. De fait, le pétrole de la terre est gratuit. Seuls l'extraction et le raffinage, le transport et la commercialisation sont coûteux. De nos jours, cette industrie est tellement performante que le pétrole est devenu bon marché. Il est cependant concevable que l'extraction du pétrole devienne un jour plus onéreuse techniquement. Le prix du pétrole augmenterait et les énergies renouvelables pourraient alors se révéler compétitives. Il y a aussi la question de la fixation des prix de l'énergie sur le plan politique. En Suisse, il faut s'attendre à ce que les prix des énergies non renouvelables telles que le gaz, le charbon, le nucléaire et, bien sûr, le pétrole, soient artificiellement relevés au cours des années à venir.

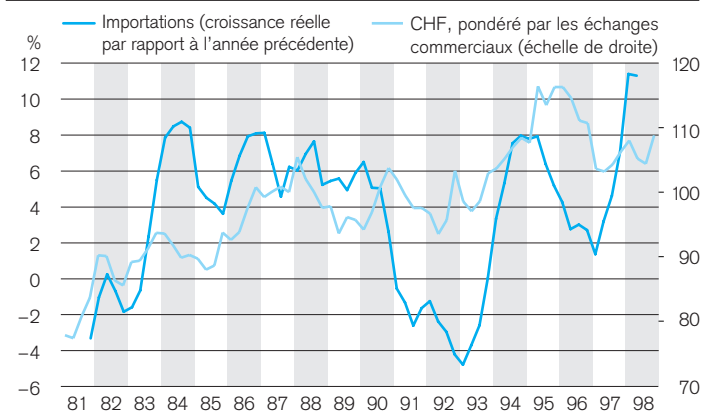
NOS PRÉVISIONS CONJONCTURELLES

LE GRAPHIQUE ACTUEL

LE FRANC FORT FREINE LA CROISSANCE

Les importations sont très sensibles aux variations des taux de change. L'appréciation du franc amplifie encore le dynamisme des importations et freine la croissance du PIB. A noter que les importations de services accusent beaucoup plus fortement ces variations que dans le cas des marchandises.

CREDIT SUISSE



REPÈRES DE L'ÉCONOMIE SUISSE:

LE COMMERCE DE DÉTAIL SE RANIME

Selon l'Office fédéral de la statistique, le chiffre d'affaires du commerce de détail de septembre 1998 a progressé en valeur de 2,8% par rapport à septembre 1997. L'augmentation atteint même 3,0% en termes réels. Cette croissance concerne aussi bien l'alimentation, l'habillement et les textiles que les autres branches.

CREDIT SUISSE

	1997	8.98	9.98	10.98
Inflation	0,5	0,1	0,1	0,0
Marchandises	0,6	-0,4	-0,6	-0,7
Services	0,5	0,5	0,5	0,6
Suisse	0,5	0,5	0,4	0,4
Etranger	0,7	-0,8	-0,9	-1,0
C.A. du commerce de détail, réel	0,4	1,5	3,0	-
Solde de la balance commerciale (mrd CHF)*	2,0	-0,3	0,3	-
Exportations de marchandises (mrd CHF)	105,1	7,2	9,6	-
Importations de marchandises (mrd CHF)	103,1	7,5	9,3	-
Taux de chômage	5,2	3,4	3,2	-
Suisse alémanique	4,5	2,8	2,7	-
Suisse romande	6,8	4,7	4,5	-
Tessin	7,8	5,3	5,0	-

* Hors métaux précieux, pierres précieuses et semi-précieuses, objets d'art et antiquités (= total 1)

CROISSANCE DU PIB:

UN TON EN DESSOUS

En Europe, ce sont surtout les exportations qui se ressentent des turbulences sur les marchés émergents. Un ralentissement de la croissance apparaît aussi aux Etats-Unis. En Europe comme aux Etats-Unis, cependant, la demande intérieure amortit le recul des exportations.

CREDIT SUISSE

	Moyenne 1990/1996	1997	1998	1999
Suisse	-0,1	1,7	1,9	1,1
Allemagne	2,5	2,2	2,5	2,0
France	1,4	2,5	3,0	2,4
Italie	1,2	1,5	1,8	2,5
Grande-Bretagne	1,3	3,1	2,2	1,5
Etats-Unis	1,9	3,8	3,3	2,0
Japon	2,2	0,8	-1,8	0,0

INFLATION:

LE MOTEUR NE CHAUFFE PAS

Malgré la récente baisse des taux par la banque centrale, tout danger de surchauffe est écarté aux Etats-Unis, où le ralentissement des créations d'emplois, le prix toujours aussi bas des matières premières et le fléchissement du dynamisme économique font rempart à l'inflation.

CREDIT SUISSE

	Moyenne 1990/1996	1997	1998	1999
Suisse	2,8	0,5	0,0	0,6
Allemagne	3,1	1,8	1,2	1,5
France	2,4	1,2	1,2	1,5
Italie	5,0	1,8	1,8	2,0
Grande-Bretagne	4,1	2,8	2,8	2,7
Etats-Unis	3,4	2,3	1,6	2,0
Japon	1,4	1,7	0,1	0,3

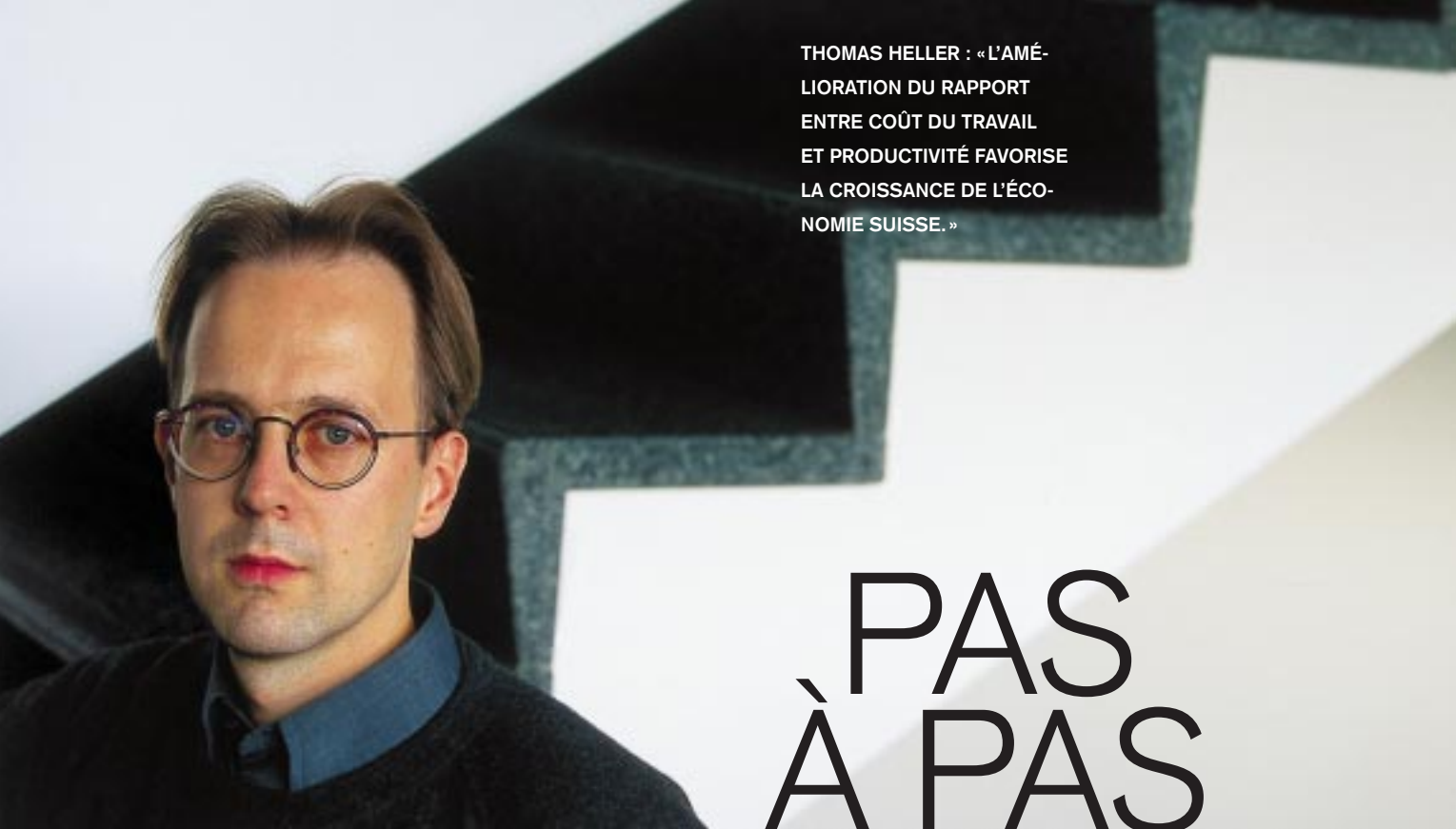
TAUX DE CHÔMAGE:

JAPON: SOMBRES PERSPECTIVES

Le cycle conjoncturel est plus avancé dans les pays anglo-saxons qu'en Europe. Aussi les faibles taux de chômage que ces pays ont connus en 1998 ne se répéteront-ils pas en 1999. Le Japon enregistrera, lui aussi, une augmentation du chômage due aux importantes réformes structurelles en cours dans le pays.

CREDIT SUISSE

	Moyenne 1990/1996	1997	1998	1999
Suisse	3,2	5,2	3,8	3,6
Allemagne	8,4	11,5	11,2	11,2
France	10,9	12,5	11,8	11,4
Italie	10,3	12,2	12,0	11,7
Grande-Bretagne	8,7	5,6	4,8	5,1
Etats-Unis	4,7	4,9	4,5	4,6
Japon	2,6	3,4	4,3	4,9



THOMAS HELLER : « L'AMÉ-
LIORATION DU RAPPORT
ENTRE COÛT DU TRAVAIL
ET PRODUCTIVITÉ FAVORISE
LA CROISSANCE DE L'ÉCO-
NOMIE SUISSE. »

PAS À PAS VERS LE BAS

PAR THOMAS HELLER,
ECONOMIC RESEARCH

APRÈS UNE HAUSSE PROLONGÉE, LES
COÛTS SALARIAUX UNITAIRES DE LA
SUISSE SONT À NOUVEAU EN BAISSÉ.

Qu'est-ce que la compétitivité ? Pour une entreprise, la réponse est assez claire : l'entreprise est compétitive lorsqu'elle réussit à réaliser durablement des bénéfices sur la vente de ses biens et services. La part de marché et sa progression sont des critères complémentaires ; mais, en fin de compte, ceux-ci relèvent également de la poursuite d'objectifs bénéficiaires.

Sur le plan macroéconomique, les choses sont moins évidentes : on prend souvent comme indice de la compétitivité d'un pays sa croissance économique, ou

encore l'augmentation ou la diminution de sa part dans les exportations ou les échanges mondiaux. Alors qu'une entreprise préfère ne pas révéler la stratégie qu'elle adopte pour accroître sa compétitivité, les facteurs qui déterminent celle d'un pays présentent un intérêt général pour la gestion de son économie.

Dans des articles publiés précédemment, le BULLETIN a étudié la valeur de différents indicateurs permettant de mesurer la compétitivité. Pour terminer cette série, nous analyserons l'incidence

du facteur travail sur les coûts en tant qu'indicateur de la compétitivité.

On sait depuis longtemps que le niveau des salaires suisses est supérieur à la moyenne internationale. Selon le Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW), le coût du travail – c'est-à-dire le salaire horaire et les charges salariales annexes – était en Suisse de près de 25 dollars l'heure en 1997 ; les résultats de cette étude concordent largement avec ceux de l'U.S. Department of Labor. Dans le classement des pays au

coût du travail le plus élevé, la Suisse occupe ainsi le troisième rang après l'Allemagne de l'Ouest et la Norvège. Les derniers sont la Grèce avec 9,1 dollars et le Portugal avec 6,4 dollars l'heure.

Travail cher, pas toujours un handicap

Il serait toutefois inconsidéré d'en conclure que, sur le plan des coûts, le Portugal a par rapport à la Suisse ou à l'Allemagne un avantage concurrentiel quatre fois plus grand. En effet, ces chiffres ne prennent pas en compte la productivité, c'est-à-dire la quantité produite en une heure aux prix mentionnés. Pour y remédier, on calcule généralement les coûts salariaux unitaires, que l'on obtient en divisant par la quantité produite le coût total des

salaires requis pour réaliser ce rendement. Dans certains cas – en particulier pour le Portugal –, le facteur productivité modifie passablement les résultats indiqués plus haut. Mais pour la Suisse il n'améliore que de peu la situation. Parmi les principaux concurrents de la Suisse sur les marchés mondiaux, seuls le Japon et l'Allemagne ont enregistré pour les années 90 une hausse relativement forte des coûts salariaux unitaires.

Outre la productivité, les taux de change ont un impact considérable sur les coûts salariaux unitaires. De fait, les pays où ces coûts se sont réduits le plus ces dernières années en comparaison internationale ont connu une dépréciation monétaire parfois massive. En Suisse, on a observé le contraire depuis 1992. Cela explique les appels répétés à la dévaluation lancés ces derniers temps dans notre pays. La prudence est toutefois de mise : une monnaie forte maintient les entreprises « en forme » en les obligeant à améliorer leur productivité pour compenser les inconvénients d'ordre monétaire. Inversement, les dépréciations atténuent la pression s'exerçant sur les entreprises, mais les incitent à la « paresse ». A terme, l'argumentation selon laquelle une monnaie faible comporte des avantages concurrentiels ne tient pas.

Un soutien de la croissance

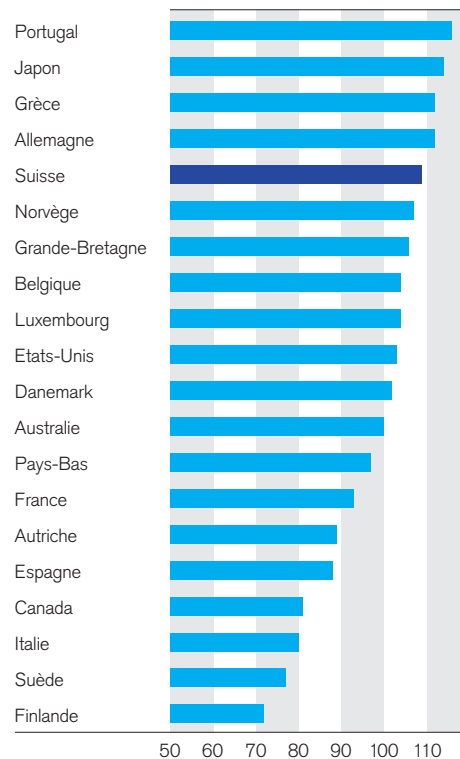
Reste à savoir s'il existe un lien entre les coûts salariaux unitaires et l'expansion économique. Pour répondre à cette question, le CREDIT SUISSE s'est livré à une analyse spécifique englobant la période allant de 1980 à nos jours et portant sur huit pays: Suisse, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, France, Italie, Pays-Bas et Japon. Les résultats montrent que les coûts salariaux unitaires et la croissance économique évoluent légèrement en sens inverse, de façon statistiquement significative. Plus les coûts salariaux unitaires sont élevés et plus ils progressent, plus l'expansion est faible.

LA FINLANDE GAGNANTE

Coûts salariaux unitaires en comparaison internationale

CREDIT SUISSE

1990 = 1

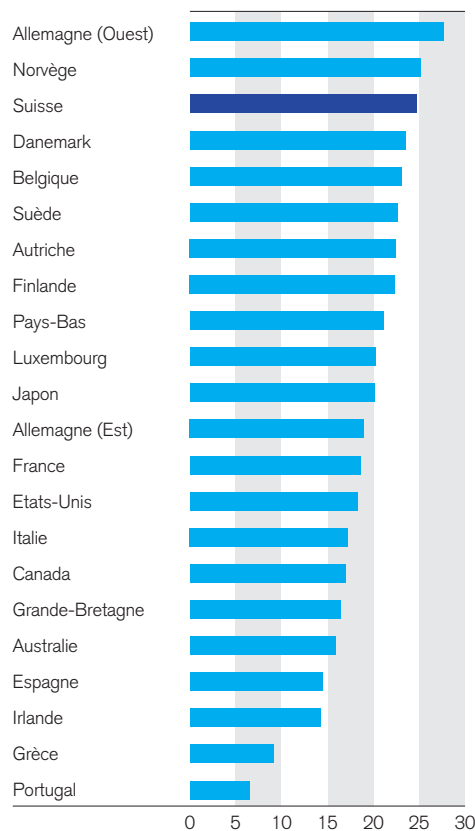


Source: OCDE

CHÈRE ALLEMAGNE

Coût du travail (en dollars)


CREDIT SUISSE



Source: DIW

De 1990 à 1995, les coûts salariaux unitaires ont augmenté en Suisse de 17% ; seuls le Japon et l'Allemagne ont obtenu un moins bon score. Cette progression a précipité la récession et favorisé la longue dépression. Les progrès réalisés en 1996 et 1997 doivent en conséquence être jugés positifs, car ils ont amélioré la compétitivité de l'économie suisse. Les estimations portant sur l'année en cours et les pronostics pour 1999 signalent une nouvelle amélioration par rapport aux sept principaux pays industrialisés. Les coûts salariaux unitaires devraient ainsi être l'un des soutiens de la croissance qui a démarré en 1997.

THOMAS HELLER, TÉLÉPHONE (01) 333 66 56
E-MAIL: THOMAS.HELLER@CREDIT-SUISSE.CH



L'ÉCONOMISTE SEMYA
AYOUBI A ANALYSÉ POUR
NOUS LES PROBLÈMES
AUXQUELS EST CONFRON-
TÉE L'INDUSTRIE DU
BÂTIMENT EN SUISSE.

LE FIL À PLOMB VACILLE

LE BÂTIMENT VA MAL. CE SECTEUR EST EN
CONSTANTE RÉGRESSION DEPUIS 1990. TOUS
LES ESPOIRS REPOSENT DÉSORMAIS SUR
LES GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE.

PAR SEMYA AYOUBI, ECONOMIC RESEARCH

Depuis 1990, les dépenses de construction n'ont cessé de diminuer, passant de 49 à 41 milliards de francs. L'année dernière encore, elles ont baissé de 4%. L'évolution est toutefois différente selon le maître d'ouvrage: alors que les investissements publics dans le bâtiment se maintiennent sensiblement au même niveau, ceux du secteur privé dépendent des importantes fluctuations conjoncturelles. C'est ainsi que la part des investissements privés est tombée à 63%, alors qu'elle était supérieure à 70% en pleine période faste (1989).

Légère reprise pour les logements

La construction de logements a considérablement souffert de la faiblesse conjoncturelle entre 1991 et 1993. Mais en 1994, ce secteur a enregistré une augmentation de 36% par rapport à l'année précédente, principalement en raison des mesures d'encouragement de la Confédération à la propriété du logement. Plus de 47 000 logements ont ainsi été construits cette année-là. Ce niveau a pu être maintenu en 1995, mais les deux années suivantes ont à nouveau connu une baisse d'activité.

Au premier semestre de cette année, la tendance ne s'est pas vraiment confirmée. Mais ne nous réjouissons pas trop tôt. Divers facteurs inquiètent encore les investisseurs, qui hésitent à s'engager:

- le pourcentage élevé de logements vides, soit 1,85% actuellement, témoigne d'une faible demande. Ce risque de manque à gagner concerne aussi les logements neufs;
- les valeurs vénales peuvent à tout moment être revues à la baisse;
- les marchés financiers ne sont pas très stables et certains investisseurs ont déjà subi des pertes conséquentes.

D'autres facteurs, en revanche, peuvent avoir des répercussions positives sur les investissements: en effet, les taux d'intérêt avantageux et les prix bas de l'immobilier et des terrains peuvent encourager les particuliers à investir dans leur propre logement. Par ailleurs, les logements neufs sont loués à des conditions plus avantageuses pour éviter qu'ils ne restent vides. Enfin, la perspective d'une embellie conjoncturelle ne pourra que favoriser la reprise des investissements: grâce à une meilleure sécurité de l'emploi et à des revenus plus stables, les maîtres d'ouvrage privés investiront à nouveau plus. Mais pour l'instant, il semble malheureusement que les facteurs négatifs prennent encore le dessus.

La construction de bâtiments à usage professionnel a connu son apogée en 1990 et ne cesse de régresser depuis. Les investissements de 1997 (5,7 milliards de francs) ne représentaient même pas la moitié de ceux de 1990. Cette tendance s'explique par les taux de vacance élevés dus aux suppressions d'emplois et à la réorganisation de nombreux secteurs. Et pourtant, les entreprises continuent d'investir dans de nouveaux bâtiments – à bas niveau, il est vrai –, car la transformation de bâtiments anciens revient souvent bien plus cher qu'une construction neuve en raison des exigences complexes des entreprises de production. Mais le choix du site est également dicté par des raisons logistiques et fiscales.

La construction de bureaux suit la même évolution. Là aussi, les nombreuses fusions, restructurations et suppressions d'emplois ont réduit le taux d'occupation des immeubles de bureaux. Le potentiel de reconversion des bâtiments inoccupés va très certainement ralentir les investissements dans du neuf. Car contrairement au secteur industriel, où les exigences sont très spécifiques, la transformation peut être une alternative tout à fait valable pour les immeubles de bureaux. Cependant, le choix du site dans

le secteur tertiaire dépend souvent de l'accessibilité pour les clients et le personnel, d'où la tendance à investir désormais dans de nouveaux centres administratifs et de services.

Restrictions dans la construction publique

Les dépenses publiques en matière de construction sont en baisse depuis 1995. Bien que les collectivités publiques aient dépensé l'année dernière 2,2% de moins pour la construction et les travaux d'entretien, un taux de croissance réel de 1% a tout de même été enregistré en 1997. Mais pour l'industrie du bâtiment, ce chiffre a un arrière-goût amer, car il témoigne de la pression que les pouvoirs publics exercent sur les prix. Compte tenu de la situation financière critique des cantons et des communes, ainsi que de la crise persistante du bâtiment, les pouvoirs publics n'ont plus guère les moyens de pratiquer une politique d'investissement anticyclique. Pour les communes, une telle politique est de toute façon impensable, compte tenu de leur faible marge de manœuvre. Mais même les cantons ont de plus en plus de mal à l'appliquer. L'augmentation de 7,7% des investissements cantonaux dans le bâtiment, l'année dernière, était plutôt une exception.

Stabilité grâce au programme d'investissement

Le bonus à l'investissement, qui est revu pour la première fois depuis 1993, ne risque pas non plus d'avoir des répercussions durables sur l'industrie du bâtiment. Il ne s'applique en effet qu'à des travaux de réfection avancés par les pouvoirs publics pour éviter tout coût ultérieur. Il ne faudra donc pas s'attendre à un effet multiplicateur. Le bonus à l'investissement de 200 millions de francs fait partie d'un programme d'investissement consacré pour 93% à l'industrie du bâtiment. Selon nos estimations, ce programme devrait engendrer un volume d'investissements de

INVESTISSEMENTS PUBLICS: TROIS MILLIARDS PAR AN POUR LE BÂTIMENT

CREDIT SUISSE

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Programme d'investissement 1997	400	1100	697									
Grands projets ferroviaires:												
NLFA	192	246	443	664	854	965	917	948	982	1108	1083	913
Rail 2000, 1 ^{ère} tranche	493	610	800	750	750	650	550	450	390	280	200	200
Raccordement Suisse orientale et Romandie avec le réseau européen de train à grande vitesse						30	50	50	50	100	150	150
Travaux d'insonorisation			5	45	100	150	150	150	150	150	150	150
Achèvement du réseau routier national	1 434	1 516	1 560	1 650	1 650	1 650	1 450	1 450	1 450	1 450	1 450	1 450
Total investissements supplémentaires	2 519	3 472	3 505	3 109	3 354	3 445	3 117	3 048	3 022	3 088	3 033	2 863
Part en % des investissements supplémentaires dans les dépenses de construction 1997 (41 244 mio. CHF)	6,1%	8,4%	8,5%	7,5%	8,1%	8,4%	7,6%	7,4%	7,3%	7,5%	7,4%	6,9%
Impulsions (différence par rapport à l'année précédente, en points de pourcentage)		2,3%	0,1%	-1,0%	0,6%	0,2%	-0,8%	-0,2%	-0,1%	0,2%	-0,1%	-0,4%

Sources: Office fédéral des transports, Office fédéral des routes

Millions de francs; en gris: estimations

2,2 milliards de francs entre mi-1997 et mi-1999. La moitié environ de ce volume a été réalisé cette année, ce qui représente une progression d'activité de près de 2% pour le secteur. Même si cette impulsion n'est pas durable, le programme d'investissement apporte une certaine stabilité en attendant le début des travaux liés aux grands projets d'infrastructure.

Lueur d'espoir pour le génie civil

Les projets ferroviaires et l'achèvement du réseau routier national ne donneront pas non plus l'impulsion nécessaire à l'industrie du bâtiment pour lui assurer un taux de croissance régulier, car les dépenses sont réparties de façon égale sur plusieurs années. Mais ils contribueront à accroître le taux d'utilisation des capacités dans le génie civil et auront de ce fait des répercussions bénéfiques.

Le tableau ci-dessus montre les dépenses d'investissement prévues par la Confédération jusqu'en 2008. Les grands projets ferroviaires représentent actuellement 30,5 milliards de francs. Il s'agit de Rail 2000 (13,4 milliards de francs), des NLFA (13,6 milliards), de travaux d'insonorisation (2,3 milliards), ainsi que du raccordement de la Suisse orientale et de la Romandie avec le réseau européen de train à grande vitesse (1,2 milliard). Les NLFA ont déjà donné lieu à certaines dépenses, notamment pour la planification et les sondages. Les travaux proprement dits devraient commencer en mai 2000 – sous réserve du résultat de la votation du 29 novembre.

L'achèvement du réseau routier national est prévu pour 2010. Les 210 kilomètres manquants représentent 11% de l'ensemble du réseau. Leur achèvement devrait encore coûter 21 milliards de francs, soit 32% des dépenses totales.

Ce surcoût excessif est dû, d'une part, au renchérissement, et, d'autre part, aux exigences élevées ainsi qu'à la demande croissante de constructions originales.

L'industrie du bâtiment n'a pas encore surmonté sa longue traversée du désert. Elle devrait certes enregistrer une croissance réelle de 1% en 1998, notamment grâce au programme d'investissement. Mais pour l'année prochaine, le CREDIT SUISSE s'attend à une stagnation, qui devrait néanmoins stopper la régression de ces dernières années. Cependant, les surcapacités existantes dans ce secteur économique continuent de faire pression sur les prix qui, à leur tour, entraînent, à demande égale, une baisse du chiffre d'affaires. La situation restera donc tendue au moins jusqu'à l'an 2000.

SEMYA AYOUBI, TÉLÉPHONE (01) 333 77 35
E-MAIL: SEMYA.AYOUBI@CREDIT-SUISSE.CH



«L'INDUSTRIE DU BÂTIMENT
N'A PAS ENCORE SURMONTÉ SA LONGUE
TRAVERSÉE DU DÉSERT.»

NOS PRÉVISIONS POUR LES MARCHÉS FINANCIERS

MARCHÉ MONÉTAIRE:

CONVERGENCE DANS L'EUROLAND

Emboîtant le pas à la banque centrale américaine, le Canada et la Grande-Bretagne ont abaissé leurs taux. Dans le cadre de la convergence européenne, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et l'Irlande ont rapproché les leurs du niveau allemand.

CREDIT SUISSE

	Fin 97	11.98	Prévision	
			3 mois	12 mois
Suisse	1,50	1,50	1,3	1,9
Allemagne	3,65	3,61	3,6	3,3
France	3,69	3,56	3,6	3,3
Italie	5,95	4,26	3,6	3,3
Grande-Bretagne	7,69	7,06	6,4	6,2
Etats-Unis	5,81	5,38	4,8	4,8
Japon	0,77	0,39	0,4	0,5

MARCHÉ OBLIGATAIRE:

REDRESSEMENT DES RENDEMENTS

Les importants transferts des actions vers les obligations ont fait fortement baisser les rendements des titres d'Etat. Dans la mesure où les investisseurs vont toutefois réévaluer les risques des entreprises, les écarts de rendement entre les différents émetteurs vont se resserrer.

CREDIT SUISSE

	Fin 97	11.98	Prévision	
			3 mois	12 mois
Suisse	3,29	2,64	2,5	3,0
Allemagne	5,35	4,15	3,8	4,2
France	5,34	4,29	4,0	4,2
Italie	5,65	4,50	4,1	4,4
Grande-Bretagne	6,29	5,02	4,5	4,7
Etats-Unis	5,74	4,50	4,0	4,5
Japon	1,94	0,85	0,8	1,4

TAUX DE CHANGE:

RAFFERMISSEMENT DU DOLLAR

Avec le retour au calme sur les marchés financiers, le dollar, actuellement mal en point, se raffermira. La volatilité des derniers mois a profité au franc suisse, que la perspective d'un passage à l'euro dans la sérénité d'ici à douze mois fera toutefois reculer par rapport au deutchemark.

CREDIT SUISSE

	Fin 97	11.98	Prévision	
			3 mois	12 mois
CHF / DEM	81.30	82.20	81.00	85.00
CHF / FRF	24.40	24.50	24.10	25.30
CHF / ITL	0.83	0.83	0.82	0.86
CHF / GBP	2.40	2.27	2.19	2.21
CHF / USD	1.46	1.37	1.26	1.36
CHF / JPY	1.12	1.15	0.97	0.97
Or USD/once	290	294	290	270
Or CHF/kg	13 525	12 530	11 706	11 806

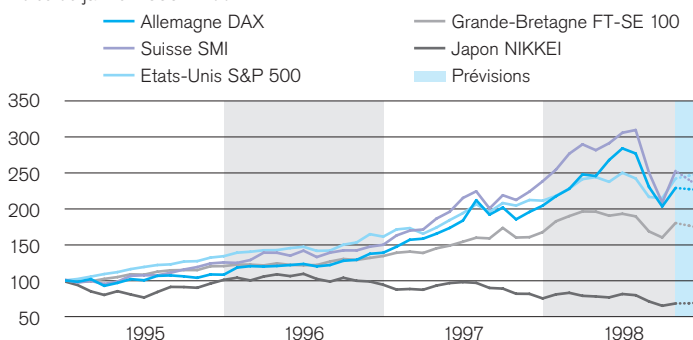
BOURSES INTERNATIONALES:

L'HORIZON S'ÉCLAIRCIT

Après la débâcle des « hedge funds », les investisseurs semblent redevenus plus confiants. Avec la réévaluation des risques, des capitaux se sont reportés des marchés monétaires sur les marchés d'actions. Les problèmes structurels à l'origine de la crise n'étant pas entièrement résolus, mieux vaut cependant ne pas avoir une confiance aveugle dans la reprise actuelle.

CREDIT SUISSE

Indice de janvier 1995 = 100



BOURSE SUISSE:

DES PROGRESSIONS EXAGÉRÉES

Le SMI a augmenté de 21 % en octobre, soit la plus forte progression mensuelle depuis sa création en 1988. Il ne va sans doute pas continuer de progresser à ce rythme, d'autant que la hausse ne fait que corriger le récent plongeon de la Bourse suisse, qui a souvent tendance à exagérer. Cette dernière profitera néanmoins de la reprise des marchés.

CREDIT SUISSE

	Fin 1997	9.98	Rapport cours/bénéf.	Croissance bénéficiaire		Rendement sur dividende	Prév.
			1998	1998	1999	1998	12 mois
SPI global	3898	4 162	22,8	0,13	0,15	0,02	
Industrie	5361	5926	26,5	0,13	0,12	0,01	
Machines	2048	2040	11,1	0,24	0,09	0,03	•
Chimie	10 474	11 220	30,4	0,08	0,14	0,01	•••
Construction	2069	2483	15,8	0,43	0,07	0,02	••
Alimentation	3978	5258	25,4	0,12	0,06	0,01	•••
Electrotechnique	2776	2685	15,7	0,65	0,19	0,03	•
Services	2662	2664	18,5	0,12	0,19	0,02	
Banques	2964	2758	17,7	-0,06	0,27	0,03	••
Assurances	4367	4880	20,1	0,08	0,12	0,02	••
Commerce de détail	800	970	16,8	0,15	0,16	0,02	••

- Performance inférieure à la moyenne
- Performance du marché
- Performance supérieure à la moyenne



ABOUT

LES PROS DE L'ÉCO-
LOGIE AU CREDIT
SUISSE ONT LE VENT
EN POUPE (DE
GAUCHE À DROITE
ET DE HAUT EN BAS):
PATRIK BURRI, ÉCO-
LOGIE D'ENTRE-
PRISE; OTTI BISANG,
CHEF MANAGEMENT
ENVIRONNEMENTAL;
ELIZABETH CASAL,
RESPONSABLE DU
SERVICE ÉCORISQUES
DANS LA GESTION
DES CRÉDITS; BERND
SCHANZENBÄCHER,
ÉCOLOGIE DES PRO-
DUITS.

D'ABORD LES AFFAIRES, ENSUITE LA MORALE? PAS DU TOUT! LES PRINCIPES ÉTHIQUES ET ÉCOLOGIQUES PERMETTENT DE GAGNER DE L'ARGENT.

PAR CHRISTIAN PFISTER, RÉDACTION BULLETIN

VERT

Au premier abord, on n'imagine guère les banquiers prôner les vertus écologiques. Et pourtant, parmi les artisans de la haute finance, les «sensibilités vertes» ne font plus sourire. Il faut dire que l'écologie permet de gagner de l'argent. Un exemple? En Grande-Bretagne, le Credit Suisse Fellowship Trust Fund de CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT connaît un succès fou. Comme tous les fonds de placement, il draine les capitaux de multiples investisseurs. Le Trust Fund investit dans des petites et moyennes entreprises qui respectent certaines valeurs sociales et écologiques, c'est-à-dire qui renoncent à faire des affaires au détriment de l'environnement, de la santé ou de la dignité humaine. Cette constellation exclut l'industrie des armes, la pornographie, le tabac, les pesticides.

Au départ, les gestionnaires de ce fonds londonien disposaient de moyens relativement modestes. Mais depuis quel-

ques années l'intérêt des investisseurs a considérablement augmenté, à tel point que la fortune du fonds s'élève maintenant à plus de 200 millions de francs. Pour une bonne part, ce succès est dû à l'excellent travail de ses responsables. En 1997, en effet, le Fellowship Trust Fund occupait la première place parmi les fonds écologiques britanniques en termes de rendement. Et il se classe au dixième rang sur les 134 meilleurs fonds, toutes catégories confondues. «Ces résultats montrent bien que les instruments de placement concernés par l'éthique et l'écologie ont leur place sur le marché», déclare Bernd Schanzenbächer, responsable Ecologie des produits au CREDIT SUISSE GROUP.

Les Britanniques en tête

Partout dans le monde, on voit fleurir des fonds «éthico-écologiques». Les précurseurs ont été les banques et les caisses de pension britanniques. En effet, Albion

connaît ce type de produits de placement depuis plus de dix ans. «Et le potentiel est loin d'être épuisé», souligne Bernd Schanzenbächer. En Suisse, notamment, où ces placements ne représentent que 0,5% de l'avoir total des fonds, contrairement aux Etats-Unis, où 10% des investissements sont déjà guidés par des critères éthiques et écologiques.

Dans notre pays, le CS Equity Fund (Lux) Eco Efficiency, géré de Zurich par CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT, connaît un grand succès. Il investit aux quatre coins du globe dans des entreprises leaders ou pionnières, dont la production est axée systématiquement sur les économies de ressources et la préservation de l'environnement. Cela avec succès, d'ailleurs: depuis 1997, en comparaison internationale, la performance réalisée par le fonds est supérieure à la moyenne. La firme zurichoise Sustainable Asset Management SA démontre dans une étude que

LE CREDIT SUISSE GROUP À LA LOUPE

L'écobilan enregistre la consommation d'énergie et les flux de matières; le rapport environnemental, quant à lui, décrit les efforts réalisés dans l'écologie des produits et l'organisation du système de management environnemental. La structure mise en place par le CREDIT SUISSE GROUP pour son réseau suisse a reçu en 1997 le certificat ISO 14001. C'est la première fois qu'une banque se voit attribuer cette certification. Celle-ci atteste d'une part que l'entreprise connaît l'essentiel de son impact environnemental et les prescriptions légales applicables, d'autre part qu'elle cherche en permanence à améliorer son bilan écologique par une surveillance continue et des audits. « Nous sommes partisans de la transparence et de la vérité. Le certificat ISO 14001 qui nous a été décerné nous confirme que nous sommes sur la bonne voie dans la gestion environnementale », déclare Peter Lienhart, membre du Directoire du CREDIT SUISSE et responsable de l'environnement au CREDIT SUISSE GROUP. Le Management environnemental du CREDIT SUISSE répond volontiers à toute demande d'informations complémentaires : téléphone (01) 333 73 33; e-mail eco@csg.ch. Un résumé de l'écobilan de l'entreprise peut être consulté sur Internet: www.csg.ch/eco_performance_97.

les entreprises respectueuses de l'environnement enregistrent en Bourse des résultats de 35 % supérieurs aux autres. « Et cette tendance va probablement s'accroître », indique Bernd Schanzenbächer, car une gestion intelligente de l'environnement permet d'économiser de l'argent et de diminuer les risques écologiques dans les entreprises. »

Risques écologiques ? Le mot est lâché. On entre là dans le domaine d'Elizabeth Casal, une spécialiste des sciences de l'environnement qui dirige depuis 1994 le service Ecorisques dans la gestion des crédits. Le CREDIT SUISSE a été la première banque de notre pays à créer un tel service. Il a compris qu'en matière d'écologie des produits, les placements ne constituaient qu'un côté de la médaille verte ; l'octroi des crédits est tout aussi important. « Mon travail consiste à identifier les risques écologiques liés aux demandes de crédits, à les limiter et à les maîtriser », nous explique Elizabeth Casal. Pour cela, il faut commencer par former les quelque 2000 collaborateurs de la banque travaillant dans le domaine des crédits. La logique de cette formation est la suivante : Qui ignore les risques s'ex-

pose à des dommages se chiffrant par millions de francs ; les activités de crédit de la banque en souffriraient.

Tous les crédits sont concernés, qu'il s'agisse de rallonges, de prolongations ou de nouvelles demandes. Pourtant, les dossiers n'aboutissent pas tous sur le bureau d'Elizabeth Casal ou de ses deux collaboratrices. La responsabilité incombe en première ligne aux conseillers : à eux de détecter les risques éventuels en examinant les dossiers. Les responsables clientèle et crédits jugent au cas par cas s'il y a lieu de faire appel au service spécialisé d'Elizabeth Casal. « Lorsqu'on nous demande d'intervenir, nous effectuons des examens approfondis », précise la spécialiste de l'environnement. Il s'agit d'une

centaine de dossiers par an. L'équipe Casal se rend sur place, chez le client. « Je procède selon un plan prenant en considération plusieurs scénarios possibles : comment évolue la marche des affaires, que se passe-t-il en cas de liquidation, de reconversion, de défaillances, etc. ? Quelles conséquences ces différents scénarios peuvent-ils avoir pour les eaux, l'air, le sol ? » Le secteur d'activité, les mesures de sécurité prévues en cas de catastrophe écologique et les assurances conclues par les entreprises sont autant d'éléments qui influencent l'analyse. Il est également important de savoir si l'entreprise est dotée d'un système de management environnemental, et quelle position affiche sa direction à l'égard des problèmes écologiques.

La nouvelle politique de crédit du CREDIT SUISSE pondère les facteurs financiers à 50 %. Neuf autres facteurs interviennent encore, parmi lesquels les écorisques. Sa santé écologique est l'un des éléments qui déterminera le prix qu'une entreprise aura à payer pour un crédit : plus les risques sont importants, plus le taux d'intérêt sera élevé. « Mais nous ne devons pas non plus exagérer et jouer aux policiers de l'environnement. Cela irriterait les clients et fausserait l'image ; les risques écologiques ne doivent pas prendre le pas sur tout le reste dans les opérations de crédit », relève Elizabeth Casal.

Ecologie et santé des entreprises

Le côté systématique et la fréquence des examens donnent à Elizabeth Casal une bonne idée de la santé des entreprises



suisses. « Tout va de pair : lorsqu'une entreprise est financièrement saine, elle n'a généralement aucun problème en matière d'écologie. Le chef d'entreprise qui maîtrise son affaire est attentif à tous les aspects de la gestion », résume Elizabeth Casal en connaissance de cause. En Suisse, 70 à 80 % des risques écologiques résultent de situations anciennes ; les 20 à 30 % restants sont inhérents à l'activité même des entreprises. Seules 300 entreprises peuvent se targuer dans notre pays de posséder un système certifié de management environnemental. Elizabeth Casal ne dresse pas pour autant un portrait sombre du paysage industriel suisse : beaucoup d'exploitations se sont dotées d'un tel système mais ne l'ont pas fait certifier pour des raisons de coût. Selon Elizabeth Casal, 80 % des entreprises suisses, en effet, veillent systématiquement au respect de l'environnement.

Prêcher la bonne parole, cela s'apprend

C'est au Schanzenegg 3 à Zurich qu'est centralisé pour le CREDIT SUISSE GROUP tout ce qui a trait à l'environnement. Une ou deux questions sur son engagement écologique suffisent à enflammer Otti Bisang. Pour ce Bâlois de 43 ans, les responsabilités qu'il assume en qualité de chef Management environnemental au CREDIT SUISSE GROUP sont bien davantage qu'un travail. Il ne laisse planer aucun doute sur ce point. Malgré tout, Otti Bisang ne prêche pas la bonne parole en brandissant un index réprobateur. Il sait bien que dans une institution telle que le CREDIT SUISSE, ce n'est pas en donnant des leçons d'écologie qu'il fera bouger les choses. Il préfère donc les chiffres concrets et une analyse réaliste. Et l'écobilan comme le rapport environnemental récemment publié (voir encadré page 44) prouvent bien que l'engagement du CREDIT SUISSE GROUP en faveur de l'environnement n'est pas qu'une formule creuse.

Les principales sources de pollution restent la consommation de courant et de

chaleur. Le CREDIT SUISSE GROUP, avec ses quelque 20 700 collaborateurs répartis sur 472 sites en Suisse, a consommé 155 millions de kilowatts/heure en 1996. Ce chiffre correspond aux besoins annuels de 28 000 ménages et représente une augmentation de 17 % par rapport à 1994. Cette hausse significative tient à l'importante consommation d'énergie requise par l'informatique. Entre 1980 et 1996, la banque a accru de 270 fois la capacité mémoire de ses centres de calcul. Otti Bisang et son équipe s'attachent donc à optimiser en permanence la consommation. Par rapport à 1988, la consommation spécifique de courant a diminué de 10 %. « L'un de nos atouts, dans ce domaine, est que le CREDIT SUISSE possède une organisation logistique centralisée », affirme Otti Bisang. C'est une des raisons pour lesquelles l'entreprise a pu réduire d'un tiers sa consommation de chaleur depuis 1986. Autre bonne nouvelle : la consommation de papier a elle aussi baissé de 10 % de 1995 à 1996. Mais Otti Bisang ne serait pas ce qu'il est s'il se déclarait satisfait de ces quelques succès. Son objectif : nouvelle baisse des consommations de 15 % d'ici à 2004 !

BRÉVIAIRE ÉCOLOGIQUE

1. **Utiliser des ampoules économiques, éteindre les lampes inutiles.**
2. **Remplir complètement le lave-vaisselle et le lave-linge ; choisir le programme adéquat.**
3. **Les appareils mis en veille consomment de l'électricité. Il convient donc d'éteindre complètement le téléviseur et l'ordinateur (en particulier l'écran) pendant la nuit.**
4. **En été, baisser les stores à temps ; en hiver, pour aérer les locaux, ouvrir les fenêtres en grand mais brièvement.**
5. **Réutiliser les produits chaque fois que possible.**
6. **Pratiquer l'élimination sélective des détritux.**
7. **Monter les escaliers à pied plutôt que d'aller en voiture au club de sport.**
8. **Utiliser les transports en commun.**

« A partir de 1996, nous avons également recensé la « consommation » de nos collaborateurs en matière de transports », souligne Patrik Burri, responsable du service Ecologie d'entreprise. Résultat : 35 millions de kilomètres parcourus, dont 75 % par la voie des airs. « En recourant davantage à la visioconférence, nous avons économisé un million de kilomètres de vol. Une tendance qui se confirme », jubile l'écologiste.

Le marché veille au grain

Le CREDIT SUISSE GROUP est sur la bonne voie. Les fonds de placement « verts », qui n'accueillent que des entreprises adeptes d'un « développement durable », sont de plus en plus nombreux à admettre ses titres. Tel est par exemple le cas du fonds de placement lancé début octobre par le WWF avec la collaboration des banques cantonales. Et le marché veille à ce que les objectifs ne restent pas trop modestes ; obstinément, il demande aux entreprises de faire preuve d'une « sensibilité verte » toujours plus affirmée.



À L'OUEST BIEN DU NOUVEAU

BEAT KAPPELER S'EXPRIME SUR LES PERSPECTIVES
DE L'ÉCONOMIE SUISSE ROMANDE.

INTERVIEW: BETTINA JUNKER ET ANDREAS THOMANN, RÉDACTION BULLETIN

BULLETIN Comment se porte l'économie suisse romande?

BEAT KAPPELER Elle se redresse actuellement plus vite que celle de Suisse alémanique, comme le montrent clairement différents signaux positifs émanant de l'industrie de même que le recul du chômage. Quelques entreprises high-tech porteuses d'avenir ont vu le jour dans les secteurs de l'information et des télécommunications, notamment en région lémanique. Quant à l'industrie horlogère, elle a survécu sans dommage à plusieurs années de vaches maigres.

B. Qu'attendez-vous de 1999?

B.K. Tout dépend de la conjoncture internationale. La diversification et, surtout, la position de force de l'économie suisse romande dans de nouveaux secteurs devraient lui permettre de bien maîtriser la nouvelle année – à condition bien sûr qu'il n'y ait pas d'effondrements majeurs

à l'étranger. Je suis confiant; du moins je n'attends pas une évolution plus négative en Suisse romande qu'en Suisse allemande.

B. L'économie de la Romandie se distingue-t-elle de celle de la Suisse alémanique?

B.K. La Suisse occidentale est moins équilibrée dans sa structure économique. Les cantons du Jura et de Fribourg, tout comme des pans entiers de Vaud et du canton de Neuchâtel, ont un secteur des services peu développé; dans le Valais, ce secteur se limite essentiellement au tourisme. Nombre de régions romandes n'ont donc pas grand-chose à attendre de la tertiarisation. Et c'est là un handicap pour l'économie suisse romande.

B. Y a-t-il aussi des différences dans la structure territoriale?

B.K. On trouve certes dans le bassin lémanique un grand pôle doté d'un aéro-

port et de fonctions tertiaires, qui correspondrait au triangle Bâle–Zurich–Winterthur. Mais l'interpénétration des régions décentralisées n'est pas comparable. Zurich est entouré de multiples centres actifs liés à l'aire métropolitaine zurichoise. En Suisse romande, cela est moins le cas.

B. Et quel est l'impact de la proximité de la France?

B.K. Plutôt négatif. La Suisse alémanique est environnée de régions en plein boom économique, comme l'Allemagne du Sud, le Vorarlberg et l'Alsace, avec lesquelles existent de nombreux accords de livraison et de prestations de services. La Suisse romande, quant à elle, souffre un peu du fait que les grands centres français, tels la région parisienne, Grenoble ou Lyon, sont situés loin de la frontière.

B. Pourquoi le chômage est-il plus important en Suisse occidentale?

B.K. Etant donné que la part des investissements de construction dans le PIB (produit intérieur brut) est plus forte en Suisse romande, cette région a été plus gravement touchée par la crise de la construction. Mais les compressions d'effectifs n'expliquent pas à elles seules le taux de chômage plus élevé; il faut aussi considérer que la Romandie compte relativement plus de demandeurs d'emplois entrant pour la première fois sur le marché du travail. En outre, certains cantons romands pratiquent une politique d'assistance sociale plus généreuse qu'outre-Sarine, diminuant ainsi pour les sans-emploi l'incitation à trouver un nouveau travail.

B. Les Romands sont considérés comme ayant un esprit ouvert – plus ouvert que leurs compatriotes de l'autre côté de la Sarine. Retrouve-t-on aussi cette mentalité dans les entreprises romandes ?

B.K. L'ouverture est souvent une question de survie pour les entreprises de Suisse romande. L'étroitesse du marché force nombre d'entre elles à s'étendre à l'étranger. Et la globalisation n'est pas un épouvantail dans la pratique économique.

B. Dans une étude du CREDIT SUISSE sur la qualité des lieux d'implantation dans les différentes régions helvétiques (voir

BULLETIN 4/98), les cantons de Suisse occidentale n'étaient pas très bien placés. Ce classement vous surprend-il ?

B.K. Pas vraiment. Les cantons romands sont fortement endettés; et compte tenu des rapports de forces politiques, il semble peu probable que la situation s'améliore sous peu. Les investisseurs potentiels doivent encore compter pour quelque temps avec des charges fiscales élevées.

B. Que doivent entreprendre les gouvernements cantonaux pour relever la qualité de la localisation ?

B.K. Il leur faut d'abord mettre de l'ordre dans leurs budgets. Et fixer de nouvelles priorités en matière de dépenses: privilégier le financement de projets d'infrastructure au détriment des dépenses de consommation publique, que ce soit dans le domaine de l'éducation, dans celui de la santé ou ailleurs.

B. La fusion des cantons de Vaud et de Genève, telle que l'a proposée l'ancien conseiller d'Etat Philippe Pidoux, pourrait-elle accroître la compétitivité des cantons romands ?

B.K. A mon avis, ce ne sont justement pas les bons cantons. Car si fusion il y a, il faudrait fusionner des cantons périphériques avec des cantons à situation centrale. Mais politiquement parlant, ce projet n'aurait que peu de chances.

B. Alors que le projet serait judicieux sur le plan économique ?

B.K. La question est sujette à discussion. La coopération entre les cantons romands est déjà relativement bonne – par exemple dans le domaine de l'éducation ou en ce qui concerne les hôpitaux. D'autre part, une fusion institutionnelle ne modifierait pas automatiquement les structures: même dans un grand canton «Romandie», les entreprises hypercompétitives du secteur tertiaire ne s'établiraient pas du jour au lendemain dans les régions périphériques.

B. On entend parfois dire que seule l'agglomération zurichoise pourra survivre à long terme en tant que centre économique de portée internationale. Partagez-vous cette opinion ?

B.K. Non. Ce ne sont pas les nations qui opèrent sur le marché mondial, mais les entreprises. Pour atteindre un niveau mondial, les régions sont tributaires d'un réseau assez dense d'entreprises se complétant et se renforçant mutuellement. Le bassin lémanique dispose d'un tel réseau, avec un pôle puissant dans l'industrie high-tech et dans les secteurs des services annexes. A cela s'ajoutent un aéroport, une excellente infrastructure de recherche et de magnifiques espaces de loisirs à proximité.

BEAT KAPPELER

Après des études de sciences politiques à Genève et à Berlin-Ouest, Beat Kappeler a d'abord travaillé comme journaliste économique indépendant. En 1977, il devient secrétaire de l'Union syndicale suisse. Il a aujourd'hui repris ses activités de journaliste indépendant. Ainsi, il écrit régulièrement dans la «Weltwoche» et occasionnellement dans «Le Temps» et «L'Hebdo». Depuis 1996 Beat Kappeler est professeur extraordinaire de politique sociale à l'Institut des hautes études en administration publique IDHEAP à Lausanne.

Au séminaire «Perspectives 99» du CREDIT SUISSE, qui s'est tenu le 29 septembre dernier à Lausanne, Beat Kappeler a pris la parole en tant qu'orateur principal. Le thème de son exposé: «La globalisation – un piège tendu par la pensée unique?»



CHRISTIAN SCHMID,
DIRECTEUR DE ZEAG
PARKING AG
À SPREITENBACH:
« NOUS SOMMES
PARTICULIÈREMENT
CONCERNÉS PAR
L'EURO. »



« L'EURO N'EST PAS
SEULEMENT UNE
MONNAIE DE PLUS »,
PENSE PETER
ANGELE, DIRECTEUR
DE L'HÔTEL EDEN
AU LAC À ZÜRICH.

LE 1^{ER} JANVIER 1999 VERRA L'AVÈNEMENT DE L'EURO.
CELA CONCERNE AUSSI LES ENTREPRISES SUISSES.

PAR PASQUALE FERRARA

LA SUISSE L'EUROLAND

Au début, il avait froncé les sourcils en trouvant dans son courrier une épaisse brochure intitulée «L'hôtellerie suisse et l'euro». Peter Angele, directeur de l'hôtel Eden au Lac à Zurich, l'avait rapidement mise de côté sans la lire, en se demandant comment on pouvait gaspiller autant de papier pour une monnaie de plus.

C'était au printemps 1998. Sept mois plus tard, il énumère toutes les mesures prises dans la perspective de l'euro. Ses tarifs en euros et en francs suisses sont déjà disponibles. Le logiciel a été adapté pour pouvoir émettre des reçus en euros. Et l'ouverture d'un compte courant en euros est également en cours. «J'ai vite compris que l'euro n'était pas seulement une monnaie de plus», dit-il en souriant.

Peter Angele n'a pas tort : avec la monnaie unique, c'est un marché de 300 millions de consommateurs qui va naître aux portes de la Suisse. Notre pays en ressentira inévitablement les effets, car 80% de nos importations proviennent des pays de la zone euro, et 60% des exportations sont destinées à ces pays. Dans le secteur du tourisme, 35% des clients sont originaires de l'Euroland. Et même les entreprises qui n'opèrent pas à l'international vont devoir tenir compte de l'euro. Car l'union monétaire permettra de comparer d'un coup d'œil les prix des produits de Copenhague à Palerme. Transparence des prix, compétitivité accrue, tels seront les mots d'ordre. «Les fournisseurs du marché intérieur ne vont pas non plus échapper à cette pression sur les prix», dit Adriano Lucatelli, chef de projet euro au CREDIT SUISSE (voir interview «L'euro nous concerne tous», page 51).

Cette transparence ne fait pas peur au directeur d'hôtel Peter Angele. «Nos prix sont déjà compétitifs sur le plan international.» Grâce à l'euro, les clients le verront désormais noir sur blanc. Mais il ne se fait pas trop d'illusions sur les effets. C'est pourquoi l'Eden au Lac, comme beaucoup d'autres hôtels, d'ailleurs, préfère pour l'instant jouer la prudence : même si les prix sont indiqués en euros, les clients paient en francs suisses, au cours du jour. Par conséquent, ce sont eux qui assument le risque de change.

Peter Angele est donc bien armé pour faire face à cette situation. En tant que membre de la Société suisse des hôteliers, il a été averti très tôt des répercussions de la nouvelle monnaie. Et il s'est procuré des informations complémentaires lors d'un séminaire sur l'euro organisé par le CREDIT SUISSE. Peu de temps après, il discutait avec un conseiller clientèle des modalités du compte en euros. Pour les banques en particulier, l'introduction de la monnaie unique représente un véritable défi. Le CREDIT SUISSE a lancé une campagne d'information dès le début de 1998 et proposera toute une gamme de produits en euros à partir de 1999 (voir encadré «Les produits en euros du CREDIT SUISSE», page 50).

La société Zeag Parking AG, à Spreitenbach, aura également recours à ces nouvelles prestations bancaires en euros. En effet, cette entreprise à vocation internationale, qui emploie 46 collaborateurs, fait partie des quelques grands producteurs d'installations pour parkings. Que ce

soit à Los Angeles, à Londres ou à Kuala Lumpur, on trouve partout des barrières, des caisses et des systèmes de paiement fabriqués à Spreitenbach. La société Zeag réalise la moitié de son chiffre d'affaires dans les pays de la zone euro. «Chez nous, tous les secteurs sont touchés par le lancement de l'euro», dit Christian Schmid, administrateur-délégué. Nous devons procéder à des adaptations techniques et administratives, et modifier le cas échéant notre stratégie de commercialisation.

Christian Schmid s'attend à une légère pression sur les prix, mais cela ne lui donne pas trop de soucis. A son avis, Zeag est capable de se démarquer de la concurrence grâce à l'excellence de ses produits et services. La société continuera à publier ses prix en francs suisses. «Le problème des fluctuations de cours n'est pas nouveau pour nous», dit Christian Schmid. Il n'y a donc aucune raison de changer quoi que ce soit pour le moment.

Prendre les mesures nécessaires, ne rien précipiter, être paré à toute éventualité – telle est la devise de Zeag. Depuis l'été dernier, une task force est chargée d'étudier les répercussions et les adaptations liées au lancement de l'euro. A partir de janvier 1999, Zeag sera en mesure de facturer en euros s'il le faut et d'exécuter une partie de ses paiements dans cette monnaie. Mais la société pense déjà à l'an 2002. Car c'est à ce moment-là que les pièces et billets en euros seront mis en circulation et que les monnaies nationales disparaîtront définitivement. Les automates devront donc être équipés de

FACE À

LES PRODUITS EN EUROS DU CREDIT SUISSE

Le lancement de l'euro n'est pas seulement un défi pour les entreprises, mais aussi pour les banques suisses. Le CREDIT SUISSE est fin prêt pour le 1^{er} janvier 1999, et il a veillé à ce que ses clients ne manquent pas le train de l'euro.

COMPTES EN EUROS

Pour bon nombre d'entreprises, un compte en euros est une nécessité. C'est pourquoi le CREDIT SUISSE propose à partir du 1^{er} janvier 1999 un compte courant en euros. Les conditions sont généralement les mêmes que pour un compte courant en francs suisses, notamment une rémunération conforme au marché, qui correspond au taux actuel en francs suisses. Les comptes existants en monnaies européennes seront maintenus jusqu'à fin 2001 au plus tard. Ensuite, les monnaies nationales disparaîtront définitivement.

Les clients individuels ne sont pas oubliés. Ils peuvent eux aussi ouvrir un compte en euros. Ce type de compte convient aux personnes désirant réaliser des placements en euros, épargner pour un investissement à l'étranger ou effectuer des transactions en euros. La rémunération est intéressante: à partir d'un montant de 2000 euros, l'intérêt servi sur l'avoir en compte est de 0,5%. Les taux d'intérêt progressent en fonction des avoirs. A partir de 15000 euros, l'avoir en compte est rémunéré à 2%.

TRAFIC DES PAIEMENTS

Le CREDIT SUISSE conseille à ses clients de solder leurs comptes courants en monnaies européennes et de transférer leurs avoirs sur un nouveau compte courant en euros. Cela facilitera le trafic des paiements. Les ordres de paiement pourront être passés comme auparavant. Un bulletin de versement en euros sera probablement disponible à partir du troisième trimestre 1999. A partir de cette date, les ordres de paiement codés pourront être également libellés en euros.

PRODUITS DE CRÉDIT

Le CREDIT SUISSE proposera à partir de janvier 1999 ses principaux produits de crédit en euros: crédits d'exploitation et crédits lombards, avances fermes et prêts.

PLACEMENTS

L'euro deviendra la deuxième monnaie de placement et d'échange du monde, ce qui ouvrira de nouvelles perspectives. Le CREDIT SUISSE lance trois nouveaux fonds Portfolio en euros. En outre, les remaniements de dépôts de titres s'effectueront de manière transparente, dans les délais requis et si possible sans frais pour le client.

CARTES

Dans le domaine des cartes, des préparatifs sont en cours afin de pouvoir apporter un service optimal au client. Ainsi, les clients pourront débiter directement leurs retraits effectués à l'étranger sur leur compte en euros. Les conditions seront créées pour une carte de crédit en euros. En ce qui concerne les cartes de débit (par ex. les cartes ec), le CREDIT SUISSE étudie la possibilité de proposer dès 1999 une carte ec pour le compte en euros.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, ADRESSEZ-VOUS À VOTRE CONSEILLER CLIENTÈLE.

manière à pouvoir reconnaître la nouvelle monnaie.

Dans l'industrie exportatrice et le tourisme, les préparatifs pour l'euro battent leur plein. Mais la monnaie unique européenne touchera également d'autres secteurs. Les sociétés exportatrices voudront par exemple régler leurs fournisseurs suisses en euros. Elles éviteront ainsi le risque de change, car elles pourront écouler les euros encaissés sans les convertir. «Les entreprises suisses de sous-traitance vont devoir établir une partie de leurs factures en euros», confirme Christian Zehnder, de la Société suisse des constructeurs de machines.

Le commerce de détail devra aussi se familiariser avec l'euro. «Nous avons du pain sur la planche», dit Marcel Godat, vice-directeur de la Fédération des coopératives Migros à Bâle. Nous envisageons actuellement certaines offres en euros, notamment dans le segment haut de gamme – c'est-à-dire là où les clients comparent déjà nos prix avec l'étranger. Il n'est pas prévu d'afficher les prix en euros sur tous les produits. Mais dans les domaines de l'électronique grand public et des voyages, on pourra peut-être utiliser l'euro plus tôt qu'on ne le pense comme moyen de paiement dans toute la Suisse, par exemple par l'intermédiaire de chèques, tant que les pièces et billets en euros ne seront pas encore en circulation.

Les clients suisses profiteront également de ces offres. «Les gens seront de plus en plus disposés à avoir une deuxième monnaie en poche», affirme Adriano Lucatelli. Et les employeurs y pensent aussi: dans l'industrie des machines, on examine la possibilité de verser le treizième salaire en euros, ce qui serait une nouveauté absolue en Suisse.

Prix affichés en euros dans les magasins, bulletin de salaire en euros, euro accepté comme deuxième monnaie en Suisse? Voilà des perspectives qui font encore froncer les sourcils à plus d'un. Mais sans doute plus pour très longtemps.

«L'EURO NOUS CONCERNE TOUS»

ADRIANO LUCATELLI, CHEF DE PROJET EURO DU CREDIT SUISSE, EXPLIQUE POURQUOI LES SUISSES DEVRONT BIEN S'HABITUER À L'EURO.

INTERVIEW: PASQUALE FERRARA

PASQUALE FERRARA Le 1^{er} janvier 1999, l'euro deviendra une réalité. Les PME suisses y sont-elles préparées ?

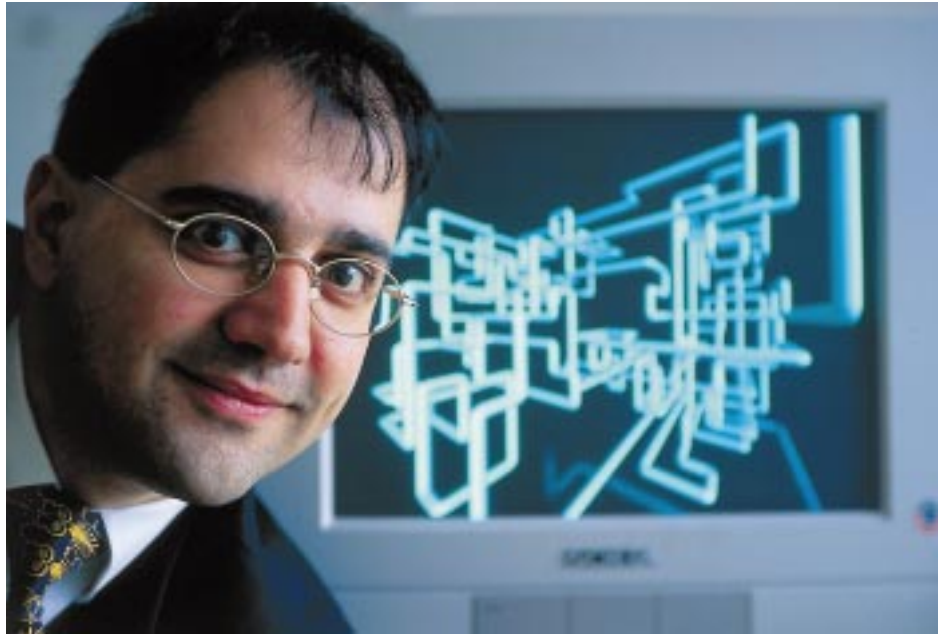
ADRIANO LUCATELLI Les entreprises qui ont beaucoup de contacts avec l'étranger ont été bien entendu sensibilisées très tôt à ce problème. Mais d'autres ont pensé qu'elles n'étaient pas concernées, puisqu'elles effectuaient tous leurs paiements en francs suisses. Ce n'est que maintenant qu'elles se rendent compte que l'euro concerne tout le monde.

P.F. Dans quelle mesure ?

A.L. Même le fabricant de cycles qui ne produit que pour le marché suisse a probablement des fournisseurs suisses qui s'approvisionnent à l'étranger. Le cours de l'euro influencera donc indirectement son prix de revient. Par ailleurs, il sera soumis à une concurrence accrue en tant que vendeur, car la monnaie unique augmentera la transparence des prix dans toute l'Europe. On pourra comparer les prix d'un coup d'œil, et la Suisse en ressentira aussi les effets.

P.F. L'euro n'est donc pas seulement une monnaie de plus. Qu'est-ce qui va changer en 1999 ?

A.L. Un marché de 300 millions de consommateurs va se créer autour de la Suisse. La monnaie unique n'entraînera pas uniquement quelques adaptations d'ordre administratif, mais aussi des réorientations stratégiques.



P.F. Le fait que la Suisse se trouve à l'écart rend-elle plus difficile la situation des entreprises ?

A.L. Pas forcément. A moins que l'euro se révèle une monnaie faible. Cela nuirait alors à l'industrie exportatrice. Je pense que l'euro est une chance pour l'économie suisse, mais il faut savoir la saisir, car la pression sur les prix va augmenter. Chaque entreprise doit donc réfléchir à la meilleure manière d'améliorer ses produits et de les rendre uniques. Doit-elle s'engager dans de nouvelles coopérations ? Conquérir de nouveaux marchés ? Adapter sa politique de prix ? Autant de questions qu'une PME dynamique devra se poser.

P.F. Mais en quoi tout cela concerne-t-il par exemple un ébéniste de Suisse centrale ?

A.L. Lui aussi sera confronté à des clients qui veulent payer en euros, qu'il

s'agisse du propriétaire étranger d'une résidence secondaire ou de l'hôtelier local. Celui-ci a en effet accepté des euros de touristes étrangers et veut à présent les utiliser. Si l'ébéniste tient absolument à être payé en francs suisses, il devra éventuellement renoncer à la commande.

P.F. Cela voudrait dire que l'euro deviendrait une sorte de monnaie parallèle.

A.L. Je suis convaincu que les gens s'habitueront peu à peu à avoir une deuxième monnaie en poche. Car l'Euro-land est à nos portes. Que ce soient les vacances à Majorque, les achats de vin en Italie ou encore le paiement d'un fournisseur de l'Union européenne, tout pourra se payer avec une seule monnaie – l'euro.

SEBASTIAN EPP:
« L'INVESTISSEUR QUI
S'INFORME SUR INTER-
NET RAMÈNE PARFOIS
UNE GROSSE PRISE. »

SERVICE 52

Lors d'un week-end chez des amis, la conversation portait une fois de plus sur les turbulences financières et sur ce qu'il fallait en penser. Était-ce le moment de placer son argent dans des produits financiers? Et dans ce cas, où trouver les informations? « Si j'accède par Internet à une foule d'informations gratuites, je devrais aussi pouvoir les utiliser pour prendre des décisions en matière de placements. » Tout le monde était d'accord sur ce point, mais, problème bien connu, personne ne savait exactement par où démarrer une recherche ciblée. La pléthore d'informations sur le Net embrouille et effraie bien des investisseurs. Nombre d'entre eux se sentent un peu perdus; il faut par conséquent leur apporter de l'assistance.

Dans une première étape, il s'agit de définir les perspectives des marchés financiers. L'investisseur doit déterminer dans quelles régions et dans quelles catégories de placements investir son argent: actions, obligations ou marché monétaire. S'il ne sait pas par où débiter sa prospection, il fera bien de recourir à un moteur de recherche pour trouver les **accès**. Il obtiendra les meilleurs résultats avec www.yahoo.com ou www.altavista.com, où, dès le départ, il pourra focaliser sa quête sur le domaine financier. La recherche structurée d'Altavista permet de produire rapidement une

DES PÉPITES SUR LE NET

EN SURFANT SUR INTERNET, L'ÉCONOMISTE
SEBASTIAN EPP A DÉNICHÉ DES SITES UTILES
AUX INVESTISSEURS.

PAR SEBASTIAN EPP, ECONOMIC RESEARCH

longue liste de banques importantes mettant à disposition sur Internet tout ou partie de leurs analyses économiques.

Avec sa politique de placement, le service des études économiques du CREDIT SUISSE offre un aperçu cohérent de l'évolution probable des **marchés financiers mondiaux**. On trouve ce document sous www.credit-suisse.ch/economic_research/index.html.

Si l'investisseur s'intéresse à une **analyse spécifique à un pays**, des banques nationales, des instituts de recherche ou la banque centrale fournissent des informations utiles. Voici quelques sites majeurs :

- www.deutsche-bank.de
Informations économiques axées sur l'Allemagne
- www.ml.com
Site de Merrill Lynch ; contient des données très complètes sur les Etats-Unis
- www.kof.ethz.ch
Recherches conjoncturelles de l'EPFZ
- www.imf.org
Analyses du Fonds monétaire international
- www.oecd.org
Informations de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
- www.ecb.int
Banque centrale européenne
- www.bundesbank.de/index.html
Deutsche Bundesbank (Banque fédérale allemande)
- www.federalreserve.gov
Banque centrale américaine
- www.snb.ch
Banque nationale suisse

Les questions concernant l'**Union européenne** trouvent leur réponse sur le site officiel de cette dernière. Il suffit de taper europa.eu.int/index.htm. La plupart des banques offrent aussi des évaluations sur l'Union économique et monétaire sur leurs pages Internet. L'investisseur peut, s'il le souhaite, télécharger des données économiques des pays les plus divers sur

un tableur afin de faire ses propres calculs et d'établir des graphiques. Dans ce cas, les pages du Fonds monétaire international (FMI) lui seront précieuses (dsbb.imf.org/country.htm). Le pendant suisse est le site de l'Office fédéral de la statistique sous www.admin.ch/bfs.

Si, grâce aux pages citées plus haut, l'investisseur a pu se faire une idée de la situation économique actuelle et des perspectives des marchés financiers, son prochain objectif est certainement de pouvoir suivre quotidiennement **l'évolution des marchés**. A cet égard, les agences de presse classiques apportent une aide appréciable. Mais leur politique de commercialisation varie. Reuters ne fournit ses informations que contre rémunération, alors que Bloomberg ou CNN permettent de se procurer sans frais une bonne vue d'ensemble de l'actualité sur les marchés financiers. Outre les nouvelles journalistiques, des journaux économiques comme CASH, la Neue Zürcher Zeitung ou le Financial Times offrent de bons services d'informations – provenant souvent de Reuters. Voici leurs adresses :

- www.reuters.com
- www.bloomberg.com
- www.cnnfn.com
- www.cash.com
- www.nzz.ch
- www.agefi.ch
- www.ft.com

Les **actualités financières** doivent comprendre les données les plus récentes des marchés financiers (taux de change, indices boursiers, rendement des obligations, etc.). Les pages de Bloomberg fournissent des renseignements très complets. Par ailleurs, en tapant www.mexi.com/ECO/index.htm, l'internaute obtient pour chaque pays des graphiques sur les principaux chiffres clés de la finance : Bourses, taux du marché monétaire et des obligations ainsi que taux de change.

Notre petit investisseur a déjà collecté une foule d'informations financières et

économiques. Il ne lui reste plus qu'à les interpréter lui-même ou à reprendre les prévisions de sources externes. Il peut enfin, sur la base des résultats obtenus, déterminer les pays et les catégories de placement dans lesquels il va investir. Les **données et les prix des titres suisses** sont pour lui d'un intérêt primordial. A cet égard, les nombreux fournisseurs offrent tous à peu près les mêmes prestations. Ils donnent généralement accès sans bourse d'élégance à des cours en différé.

- www.swissquote.ch
Permet de se constituer soi-même un portefeuille virtuel – possibilité offerte par bien d'autres sites également.
- www.swissinvest.com
Contient une page comportant des liens vers la plupart des entreprises suisses cotées en bourse.
- www.invest.ch
Publie tôt chaque matin un commentaire boursier complet.

Celui qui s'intéresse aux **fonds** en tant que véhicule de placement avec stratégie de diversification, trouve sur www.bopisb.ch ou sur www.cash.ch un aperçu complet des fonds de placement cotés à la Bourse suisse.

Si l'on souhaite s'initier aux transactions boursières sans devoir investir, le jeu boursier INVEST GAME du CREDIT SUISSE (www.investgame.ch) est idéal. Le participant dispose de 250 000 francs qu'il peut investir dans des actions, des warrants, des fonds de placement et des monnaies. Une fois la pratique acquise et les informations réunies, il pourra passer des **ordres de Bourse** sur Internet, par le biais de Direct Banking, à l'adresse www.fr.credit-suisse.ch/views/index.html.

SEBASTIAN EPP, TÉLÉPHONE (01) 333 96 48



SPORT, JAZZ, FASHION

URS WYSS, CHEF DU SPONSORING AU CREDIT SUISSE. SON MÉTIER A DE MULTIPLES FACETTES.

PAR ANDREAS THOMANN, RÉDACTION BULLETIN

ANDREAS THOMANN Qu'est-ce qui fait la force du sponsoring ?

URS WYSS L'émotion. Une entreprise qui soutient une manifestation permet aux spectateurs de vivre un événement inoubliable. De ce fait le sponsoring peut atteindre un public-cible beaucoup plus directement que les autres outils de marketing.

A.T. Au CREDIT SUISSE, le sponsoring emploie sept personnes pour le sport et trois seulement pour la culture. Le sport est-il donc plus important que la culture aux yeux de la banque ?

U.W. Pas du tout. Les deux domaines sont tout aussi intéressants pour nous : le sport touche un large public, la culture s'adresse à des publics spécifiques. Nous employons davantage de personnes pour le sport parce que les grands événements nationaux sont sportifs.

A.T. L'argent n'a pas d'odeur, disait-on déjà du temps des Romains. Pourtant, il doit bien y avoir des gens qui se méfient du sponsoring. Quelles expériences avez-vous faites à cet égard ?

U.W. Uniquement de bonnes expériences. Il peut arriver

qu'un artiste ou un sportif ne veuille pas travailler avec nous. Rien de plus normal. Nous choisissons nous aussi les personnes auxquelles nous attachons le nom de la banque. A vrai dire, la méfiance s'est affaiblie, car il est devenu peu à peu évident que tous sont dans le même bateau, les organisateurs, les médias et les sponsors. Tous ont le même but : offrir un événement marquant.

A.T. Prenons l'exemple de la culture. Quels sont les domaines privilégiés par le CREDIT SUISSE dans ce domaine ?

U.W. Le jazz est un élément central, mais notre palette est large : elle va de la mode à la musique classique en passant par la pop music et le design. Nous voulons aussi consolider un autre axe : celui des manifestations organisées entièrement par nous-mêmes. La tournée d'Andreas Vollenweider avec l'Orchestre de chambre de Zurich a été un premier pas dans ce sens. D'autres tournées avec des artistes suisses célèbres sont en chantier, par exemple avec Nina Corti et les Mummen-schanz.

A.T. Quels sont les avantages de ces événements organisés par le sponsor lui-même ?

U.W. Il y en a deux : d'une part, l'entreprise offre au public un événement unique, irremplaçable ; et d'autre part elle peut tailler la manifestation sur mesure, que ce soit en ce qui concerne le public visé, les dates ou le lieu.

A.T. La banque est-elle attentive à la culture des jeunes ?

U.W. Bien sûr. Mais notre cœur de cible, ce sont plutôt les jeunes adultes. Nous sommes très actifs dans le domaine du cinéma avec la Movie-Card et avec des avant-premières dans toute la Suisse.

A.T. Il est frappant de constater que le CREDIT SUISSE soutient beaucoup de sports dans lesquels l'endurance est primordiale : cyclisme, duathlon et triathlon, ski nordique, course d'orientation. Est-ce pour donner de la banque l'image d'une entreprise dynamique qui a du souffle ?

U.W. Cette interprétation est tout à fait valable. Mais à travers cette vaste palette de sports nous cherchons aussi à prendre en compte les besoins de notre clientèle, laquelle est très large.

A.T. Un bon tiers des sommes que le CREDIT SUISSE investit dans le sport est destiné au cyclisme. Pourquoi cette prédilection pour la petite reine ?

U.W. Notre engagement dans le cyclisme remonte à 1978. Cette année-là, nous avons fait notre entrée dans le Tour de Suisse ; c'était le premier gros projet du CS dans le sponsoring. Notre participation s'est intensifiée au fil des ans. Car nous sommes convaincus que dans le sponsoring la continuité est l'un des facteurs-clés du succès.

A.T. Le scandale du doping autour de l'équipe Festina lors du Tour de France de cette année a ébranlé le monde du cyclisme. Le CREDIT SUISSE devra-t-il revoir sa stratégie ?

U.W. Il est vrai que depuis l'été dernier les choses ne sont plus tout à fait comme avant dans le cyclisme. Pour nous, cela signifie qu'à l'avenir nous examinerons de façon encore plus critique nos engagements. Un retrait du sport cycliste n'est cependant pas à l'ordre du jour. Nous espérons simplement que les fédérations concernées, les soigneurs et les athlètes tireront les enseignements de l'« affaire Festina ».

A.T. Le CREDIT SUISSE a longtemps songé à créer sa propre équipe cycliste de niveau international. Où en est le projet ?

U.W. Ce qui s'est passé l'été dernier nous a conduits à l'ajourner.

A.T. Autre centre de gravité des activités de sponsoring de la banque : le football.

Quels secteurs du football soutenez-vous au niveau national ?

U.W. En 1996, nous avons négocié un nouveau contrat avec l'Association suisse de football (ASF). Celui-ci stipule que la moitié des 2,5 millions de francs que nous mettons à disposition doit être attribuée aux différentes équipes nationales. L'autre moitié va en totalité à la promotion des espoirs. Grâce à cet argent, l'ASF a pu créer cinq emplois d'entraîneurs à plein temps pour les espoirs. Conséquence : trois fois plus de jeunes talents qu'auparavant ont pu être recensés en Suisse. Cela est important, car plus la base est large, plus l'élite s'élargit elle aussi.

A.T. La banque a-t-elle tiré profit des exploits de l'équipe nationale suisse de football dans les années 1993-1996 ?

U.W. Certainement. L'enthousiasme qu'a suscité la Nati n'a pas manqué d'avoir des répercussions sur notre image et nous a donné accès à de nouveaux segments de clientèle.

A.T. Depuis, notre football est dans le creux de la vague. Ne serait-ce pas une raison de se retirer de ce sport ?

U.W. Sûrement pas. Nous croyons toujours au potentiel de l'équipe nationale. Les revers font partie du sport. Le sponsoring est un partenariat, et une entreprise ne doit pas s'esquiver dès que les choses vont un peu moins bien.

E-MAIL :

URS.WYSS.2@CREDIT-SUISSE.CH

DIX MORCEAUX DE CHOIX DU SPONSORING POUR 1999

Football : 9/10, 12/13, 16/17, 23/24 janvier CREDIT SUISSE

MASTERS EN SALLE, Saint-Gall, Zurich, Lausanne, Bâle

Ski de fond : 14 mars, marathon de ski de l'Engadine, Maloja-S-chanf

Flamenco : 14-30 mars, Nina Corti, CREDIT SUISSE Rendez-vous

Hippisme : 27-30 mai, CSIO, Saint-Gall

Jazz : 31 mai et 2 juin, Jazz Recitals,

Abdullah Ibrahim & Max Roach Duo, Zurich et Genève

Mode/film : 1-6 juin, CREDIT SUISSE Prix Bolero, CREDIT SUISSE

Fashion Night, CREDIT SUISSE Ciné Nights, Zurich

Duathlon : 6 juin, CREDIT SUISSE Powerman, championnats

du monde longue distance, Zofingue

Cyclisme : 15-24 juin, Tour de Suisse

Musique folklorique : 2-4 juillet, Fête fédérale du jodel, Frauenfeld

Mode : 8/9 octobre, Gwand Fashion Show, Lucerne

Informations complémentaires : claudia.jenni@credit-suisse.ch (sport)
ou plus.knuesel@credit-suisse.ch (culture).



LE CHEVAL DANS TOUS SES ÉTATS

PAR PASCALE KOHL

Willi Melliger a la chance de pouvoir concilier hobby, métier et sport : il est jockey, spécialiste de saut d'obstacles, et il ne l'a jamais regretté. Avant le CSI-W à Genève, le BULLETIN a rendu visite à l'éleveur de chevaux à Neuendorf, dans le canton de Soleure. Et celui-ci a bien voulu nous parler de sa relation avec la star des concours hippiques, le cheval de race Holstein Calvaro, aujourd'hui âgé de douze ans.

Son premier compagnon à quatre pattes s'appelait Oslo, Willi Melliger avait dix ans. «J'ai tout naturellement appris à monter, dit-il, car mon père avait des chevaux». Depuis, trente-cinq ans ont passé : après une première victoire

de grand prix à dix-huit ans, il se mit à la recherche de bons chevaux et de sponsors, aligna cinquante autres victoires de grand prix dans le monde entier, gagna trois médailles aux championnats d'Europe, trois médailles en équipe, et prit part aux Jeux olympiques d'Atlanta. Quatrième aux championnats du monde de Rome, il n'est quand même pas reparti sans une victoire puisque Calvaro a été classé meilleur cheval, obtenant la première place avec le cavalier Rodrigo Pessoa après un changement de cheval.

Calvaro est le cheval préféré de Willi Melliger, dont les écuries de Neuendorf abritent quarante à cinquante autres

chevaux. Il n'est pas le seul à aimer l'imposante apparition à la robe blanche, qui fait 1 m 85 au garrot : «Calvaro est le chouchou de la nation, nous explique son cavalier ; souvent, des gens complètement inconnus lui envoient des cadeaux. Ainsi une dame âgée lui offre régulièrement des carottes.»

Pour importantes qu'elles soient, les carottes ne suffisent pas. «Un cheval, c'est comme un enfant», nous confie Willi Melliger. Lui-même et ses palefreniers vont se promener avec les chevaux, les soignent et passent beaucoup de temps avec eux. «Nous les gâtions beaucoup, dit-il, et nous avons toujours peur qu'il leur arrive quelque

chose.» Ce cheval hongre de race Holstein avait sept ans lorsque Willi Melliger l'acheta, et il lui coûta un million. Une somme qu'il considère comme tout à fait justifiée : «Calvaro montra rapidement qu'il était un cheval d'exception, capable de performances de pointe!».

Une question qui vient naturellement à l'esprit est de savoir si c'est bien dans la nature d'un animal de passer la plus grande partie de son existence à sauter par-dessus des obstacles. «Les chevaux sont élevés à cette fin», nous explique Willi Melliger. Et comment fait-on pour qu'ils sautent l'obstacle ? «C'est comme avec une voiture, répond Willi Melliger, on imprime une pression avec la jambe, et le cheval avance, ou on tire sur les rênes, et l'animal s'arrête.» Bien sûr, chaque animal a son caractère, et c'est très bien ainsi, selon Willi Melliger.

Les jeunes chevaux sont préparés en douceur à la compétition ; ils participent d'abord à des concours mineurs. «On ne demande pas non plus aux enfants de faire tout de suite les choses les plus difficiles.» Willi Melliger ne se séparerait pas de Calvaro – même pour beaucoup d'argent. Il reçoit certes des offres de temps en temps, mais Calvaro n'est pas à vendre. «Lorsqu'il sera trop vieux pour participer à des compétitions, il jouira d'une paisible retraite.» Il n'est pas facile de se séparer d'un animal avec lequel on a

passé tant d'années; mais, le moment venu, l'Irlande lui offrira ses belles prairies.

Calvaro n'en est pas là. Lors des compétitions, c'est au cheval que l'on doit les performances de pointe. Evidemment, le cavalier doit aussi être en forme sur le plan physique et mental; un piètre cavalier n'a que peu de chances de briller, même s'il monte un excellent cheval. La relation avec le cheval est très étroite, et c'est un métier qui n'a pas d'horaires fixes. Willi Melliger est dans ses écuries du matin au soir, sept jours sur sept. «Je ne suis parti en vacances que deux fois depuis vingt ans», précise-t-il, ce qui ne l'empêche pas d'être souvent en route. Comme dans le tennis, les compétitions sont une sorte de cirque ambulant. Les chevaux voyagent et les cavaliers les suivent; ainsi, à la faveur des tournois, il a la possibilité de voir d'autres régions du monde: «Je ne passe pas tout mon temps à cheval lors des compétitions!»

Le saut d'obstacles est une partie de sa vie, l'élevage en est une autre, radicale-

ment différente. Quels sont les critères selon lesquels il sélectionne ses chevaux? «La qualité est primordiale, c'est-à-dire que le cheval doit affronter et sauter l'obstacle avec prudence. L'aspect esthétique est secondaire, quoiqu'un bon cheval soit également beau!»

Les chevaux sont une passion qui a son prix: 1 000 francs par cheval et par mois. Mais le succès est au rendez-vous pour Willi Melliger, aucun cavalier n'ayant gagné autant de médailles que lui dans les vingt dernières années. Lui reste-t-il des rêves à réaliser? «Je me fixe de nouveaux objectifs de semaine en semaine. Quand on travaille avec des êtres vivants, on ne peut pas raisonner à long terme.» Une chose est certaine, il tient toujours à être bien placé dans tous les tournois auxquels il participe. Il n'a jamais fait les choses à moitié. «Très tôt, j'ai songé à passer professionnel et à en vivre!» Une décision qu'il n'a jamais regrettée, car «en définitive j'ai réussi à tout avoir en même temps: un hobby, un métier et la pratique d'un sport!»

LA SUISSE ROMANDE PRISE PAR LA FIÈVRE DU CHEVAL

Du 10 au 13 décembre 1998, les passionnés de cheval venus du monde entier occuperont Palexpo, à Genève. Le CSI-W est la principale manifestation de sports équestres de Suisse romande et présente toutes les disciplines au niveau mondial: saut d'obstacles, dressage et attelages, ainsi qu'élevage. Le CREDIT SUISSE travaille depuis 1986 avec la Fédération Suisse des Sports Equestres et est également l'un des principaux sponsors du CSI-W.

AGENDA

Parrainage culturel et sportif du CREDIT SUISSE
et de CREDIT SUISSE PRIVATE BANKING

BÂLE

23/24.1.99 Football:
CREDIT SUISSE
MASTERS EN SALLE

BELLINZONE

3.2.99 Jazz Classics: Marcus
Roberts Trio, Teatro Sociale

BERNE

6.11.98–21.1.99 Josef et Anni
Albers, «Couples d'artistes –
couples d'amis», Kunstmuseum

EINSIEDELN

28.2.99 Ski de fond: course
de ski populaire d'Einsiedeln

GENÈVE

30.1.99 Jazz Recitals:
Geri Allen & Wallace Roney Duo

KANDERSTEG

7.2.99 Ski de fond: course de
ski populaire de Kandersteg

LAUSANNE

16/17.1.99 Football:
CREDIT SUISSE
MASTERS EN SALLE
5.2.99 Jazz Classics:
Marcus Roberts Trio,
Casino de Montbenon

LES BUGNENETS

16/17.1.99 Championnats
suisses de course d'orienta-
tion à ski, col de Pontins NE

SAINT-GALL

9/10.1.99 Football:
CREDIT SUISSE
MASTERS EN SALLE

SAINT-MORITZ

7, 14, 21.2.99 White Turf –
The European Snow Meeting

WEISSBAD-URNÄSCH

21.2.99 Ski de fond: course
d'Alpstein

ZURICH

11.12 Jazz Apéro Roland Schilt-
knecht Project, Forum St. Peter
12/13.1.99 Football:
CREDIT SUISSE
MASTERS EN SALLE
28.1.99 Jazz Recitals: Geri
Allen & Wallace Roney Duo,
Marcus Roberts Trio, Tonhalle
29.1–25.4.99 Chagall,
Kandinsky, Malevitch et
l'avant-garde russe
1905–1920, Kunsthaus
30.1.99 Opéra: soirée de gala,
Boris Godounov, Opernhaus

BULLETIN

Editeur

CREDIT SUISSE, case postale 100, 8070 Zurich
tél. (01) 333 11 11, fax (01) 332 55 55

Secrétariat de la Rédaction: Rosmarie Schultheiss, tél. (01) 333 73 94,
fax (01) 333 64 04, adresse e-mail: bulletin@credit-suisse.ch

Rédaction

Christian Pfister (direction), Andreas Thomann, Bettina Junker

Réalisation

www.arnolddesign.ch

Urs Arnold, Lukas Huggenberg, Alice Kälin, Sonja Greb, Adrian Goepel

Adaptation française

Anne Civel, Michèle Perrier, Nathalie Lamgadar, Bernard Leiva

Photographie

Pia Zanetti (pp. 1, 4–24, 28–45, 48–58),
Hélène Tobler (p. 46), Esther Rieser, PhotoDisc

Lithographie/impression

NZZ Fretz AG / Zollikofer AG

Commission de rédaction

Daniel Mollet (Communication d'entreprise), Ruth Stadelmann (Relations médias),
Fritz Stahel (Economic Research), Samuel Holzach (Marketing Services)

Paraît six fois par an en français et en allemand (104^e année). Reproduction
autorisée avec la mention «Extrait du BULLETIN du CREDIT SUISSE».

Changements d'adresse

Les changements d'adresse doivent être envoyés par écrit, en joignant
l'enveloppe d'expédition, à votre succursale du CREDIT SUISSE ou au
CREDIT SUISSE, service Cif 24, 8070 Zurich.

CARTE BLANCHE: GERHARD GASTPAR

« POUR BEAUCOUP D'ENTREPRISES, LE CAPITAL HUMAIN SERA À L'AVENIR UN FACTEUR D'ÉVALUATION DÉCISIF. »

GERHARD GASTPAR,
MEMBRE DU DIRECTOIRE DU CREDIT SUISSE,
E-MAIL:
GERHARD.GASTPAR@CREDIT-SUISSE.CH



En Suisse, 80 % de la population poursuit des études au-delà de la scolarité obligatoire. Les diplômés de l'enseignement supérieur, quant à eux, représentent 23 % de la population en Romandie et en Suisse alémanique. C'est ce que révèle notamment une étude publiée début novembre par l'Office fédéral de la statistique sur le « capital humain ». Mais que recouvre exactement cette notion ?

La fin de l'année approche, les extrapolations vont bon train. Là où les objectifs annuels ne sont pas encore atteints, on se prépare pour le sprint final et on dresse ensuite le bilan. Pour obtenir la performance effective de l'entreprise, on établit le rapport entre le bénéfice réalisé et le capital investi. Ce qui donne le rendement sur fonds propres. Imprimées sur papier brillant et enrichies de photos et de graphiques, ces données figurent dans le rapport annuel. Et dans le message du Président, nous pouvons lire ces mots : « Cette année a été une année difficile pour nos collaborateurs, et nous les remercions de leur engagement. » Bien entendu, ce sont des hommes et des femmes qui ont obtenu ces chiffres et ces

résultats – bons ou mauvais. Ils ont reçu un salaire pour cela, voire un bonus si leurs performances étaient très bonnes. Aujourd'hui, l'histoire s'arrête là – et demain ?

Demain, l'actionnaire désirera peut-être savoir par qui le rendement sur fonds propres a été réalisé. Et il voudra éventuellement s'assurer que ceux qui ont permis à l'entreprise de dégager ce bénéfice annuel continueront à s'engager pour elle afin de garantir les bénéfices futurs. Ou bien cela va-t-il de soi ?

Il y a quelques années, rares étaient ceux qui prenaient un congé sabbatique pour compléter leur formation ou faire un séjour à l'étranger. Aujourd'hui les jeunes intègrent souvent cette pause dans leurs études. Il est devenu normal de réfléchir sur le sens de son travail ou de sa vie professionnelle. Les valeurs qui font l'attrait d'un employeur ne sont plus les mêmes. C'est pourquoi les entreprises auraient intérêt à prendre davantage conscience de la valeur de leur personnel.

Bon nombre d'entreprises investissent depuis des décennies dans la formation initiale et continue de leurs collaborateurs. Elles le font parce qu'elles sont convaincues que les investissements dans les ressources humaines valent la peine à long terme, qu'ils auront des effets positifs en termes de revenus. Mais quels sont les points de repère, quelles sont les formules qui permettent de calculer le rendement de ces investissements ?

Au prochain millénaire, nous ne trouverons plus le poste « Personnel » uniquement sous les charges. Les entreprises modernes introduiront dans leur bilan la rubrique « Capital humain », à laquelle les actionnaires porteront un intérêt croissant. Le management, de son côté, mettra tout en œuvre pour transformer les dépenses de personnel en capital. Aujourd'hui, les notions de « capital-marque » et de « capital-clients » sont déjà des postes importants pour la juste évaluation d'une entreprise. Le « capital humain » deviendra à l'avenir un facteur d'évaluation décisif pour beaucoup d'entreprises. Cela annonce-t-il des jours meilleurs pour les collaborateurs ? Ne nous réjouissons pas trop tôt ! Tout capital, même humain, ne peut être rémunéré que s'il dégage des revenus suffisants.

Une bonne formation permet d'accroître sa valeur sur le marché, et par conséquent de rentabiliser son investissement. Mais à une époque où tout change sans cesse, il faut veiller à ce que cette formation conserve sa valeur. « Apprendre toute sa vie » n'est pas une formule creuse, c'est la clé de la réussite professionnelle. Occupons-nous donc de notre formation, veillons à maintenir notre employabilité. Nous pourrions alors envisager l'avenir avec confiance, car le capital humain est un facteur stratégique de succès pour toutes les entreprises, y compris pour le CREDIT SUISSE.





TRAVAILLER DUR DONNE SOIF. UNE PETITE GORGÉE
DE CAFÉ, ET C'EST REPARTI POUR UN TOUR.
SPONSORING SPORTIF, CREDIT SUISSE, 10 H 15.